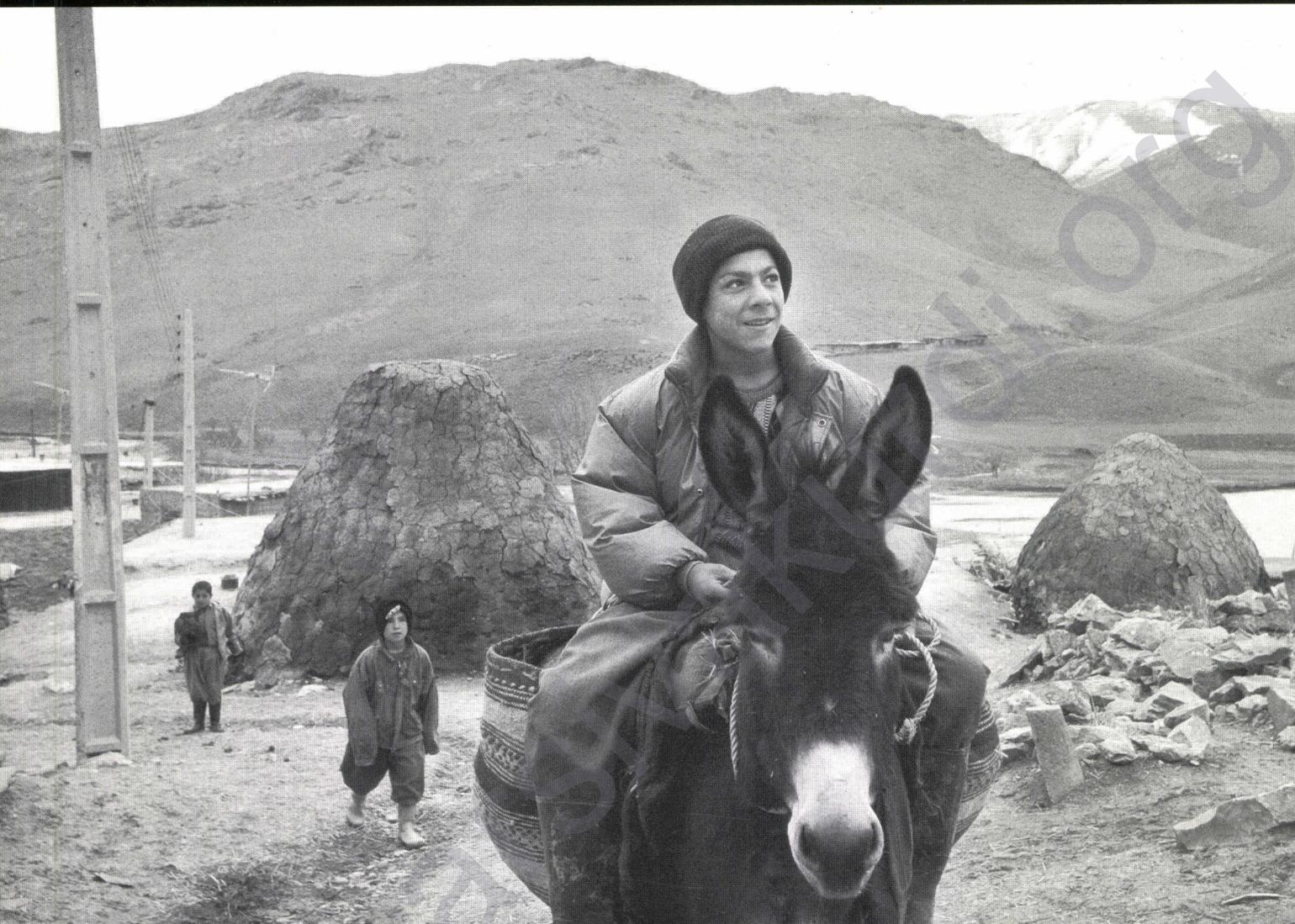


LES KURDES

JOURNAL BIMESTRIEL DE L'INSTITUT KURDE DE BRUXELLES | N°30 | SEPTEMBRE-OCTOBRE 2007



Les élections en Turquie p. 4-7

Les Juifs du Caucase p. 13-14

La steppe eurasiennne :
mère de toutes les invasions p. 22-24

COLOPHON

LES KURDES

Certains écrits de tiers ne représentent pas,
par définition, les vues de la rédaction.

Institut Kurde de Bruxelles
Rue Bonneels 16
1210 Bruxelles
Tél. : ++32/(0)2 230 89 30
Fax. : ++32/(0)2 231 00 97
E-mail : kib@skynet.be
Website : www.kurdishinstitute.be

EDITEUR RESPONSABLE

Derwich M. Ferho

PHOTO DE COUVERTURE

Nick Hannes

ONT PARTICIPE

Elisabeth Marescot, Ahmet Dere, Raymond To,
Xhantippe, Paul Vanden Bavière, Didier Leroy

IMPRIMERIE

Nevelland

TIRAGE

500

ABONNEMENT ANNUEL DE SOUTIEN

25 € sur le compte : 426-3144071-85

NUMERO

3 €

Ce journal est publié avec le soutien
de la Communauté française.



SOMMAIRE



3 Editorial

TURQUIE

4-7 Les élections en Turquie

8-9 Le paradoxe turc

10-11 Les Kurdes et l'adhésion de la Turquie
à l'Union européenne

12 Bashar al-Assad en Syrie: encore sept ans

CAUCASE

13-14 Les Juifs du Caucase

15-18 Une recherche effrénée d'hydrocarbures !

LES MYTHES FONDATEURS

19 Leïla et Majnoun

20-21 La Bible et les textes sumériens

22-24 La steppe eurasienne :
mère de toutes les invasions

SOCIETE

25-27 La sagesse oubliée des grandes sœurs

28 Calendrier des activités

Attaque terroriste des Kurdes yézidis en Irak

- Derwich Ferho -

Le 14 août, quatre camions piégés ont explosé dans les villages d'al-Khataniya et al-Adnaniya (province de Ninive) et ont fait plus de quatre cent morts parmi la population majoritairement kurde yézidie. Les Yézidis sont des Kurdes dont la religion syncrétiste, « le yézidisme », fortement influencé par le Zoroastrisme, est issue de la croyance originelle et ancestrale de tous les Kurdes avant l'islamisation.

Il est vraisemblable que ces explosions meurtrières sont l'œuvre de groupuscules irakiens qui ont des liens avec al-Qaïda et se réclament du fondamentalisme musulman sunnite, il faut aussi savoir que les Yézidis sont traités par les musulmans d'« adorateurs du diable » uniquement dans la mesure où ils restent fidèles au dualisme : coexistence du Bien et du Mal, prêchée par Zoroastre.

Le vice-premier ministre irakien Barham Salih, kurde lui-même, s'est déplacé dans les deux villages touchés et a rapporté qu'il avait eu l'impression qu'une bombe nucléaire était tombée. Le commandant des troupes américaines du Nord de Irak, le général Benjamin Mixon a même parlé de « nettoyage ethnique ». Un habitant rescapé a déclaré : « leur but est de nous anéantir, créer le chaos, tuer tous les yézidis parce que nous ne sommes pas musulmans »

Masoud Barzani, le président de la région kurde, a dit au sujet des auteurs de ce massacre : « Depuis quelque temps, nous savons que les services de renseignement de quelques pays voisins se préparent à l'attaque contre les Kurdes à Kirkouk, Mossoul, Diyala etc.. Il est évident que des collaborateurs locaux les aident à atteindre ce but. »

Des villes, comme Kirkouk, Mossoul, Khanagin, Shengal, peuplées majoritairement de Kurdes ne sont pas complètement contrôlées par les autorités kurdes. Elles sont encore administrées par Bagdad. Fin novembre, il devrait y avoir un référendum par lequel les populations de ces provinces pourraient choisir si elles veulent être administrées par le gouvernement régional kurde ou par le gouvernement central à Bagdad. En mars 2007, lors d'un voyage effectué au Kurdistan irakien avec des responsables politiques et des media belges, j'ai visité différents endroits de la région où habitent les Yézidis dont Lalesh, leur capitale religieuse, où est enterré leur fondateur, Sheikhan. La population nous a redit, à plusieurs reprises, qu'elle

voulait être dirigée par le gouvernement kurde. Le chef spirituel de la communauté yézidie à Lalesh, Babasheikh, et le responsable politique Mîr Faruk, avaient déjà peur de possibles représailles contre leur communauté. Quelque mois auparavant, les sunnites avaient lancé des attaques contre la communauté yézidie. Plusieurs personnes ont subi des pressions, des centres religieux ont été détruits et toute la communauté a été menacée. Les Yézidis avaient peur et ils l'expriment : « Le monde musulman a encore toujours des difficultés à accepter notre religion ancestrale, le yézidisme et veulent que nous nous convertissions à l'islam ». Devant cette menace permanente, toute famille qui a des moyens financiers suffisants, quitte la région. Pour beaucoup, cela reste pour la seule porte de secours, mais ils n'aiment pas abandonner leur maison, leur pays, leurs lieux sacrés. Ils ont placé leur dernier espoir dans un rattachement à la région kurde en espérant que le gouvernement kurde les protégera comme il protège les chrétiens qui cherchent refuge chez eux. Cela éviterait qu'un demi-million de Kurdes yézidis soient obligés de chercher asile en Occident. Dans cette optique, ils demandent que l'Union européenne leur manifeste plus d'attention et de solidarité. Le président kurde Masoud Barzani a demandé à la population kurde d'apporter une aide urgente aux villageois dans le besoin et de ne pas laisser les familles des victimes seules avec leur souffrance. Il a également demandé aux Kurdes yézidis de ne pas abandonner leurs villages. Le gouvernement kurde va essayer de tout faire pour les aider, mais ce n'est pas évident pour les autorités kurdes d'opérer en dehors de leurs compétences territoriales. Ce qui est arrivé aux villages yézidis est inacceptable. Tout doit être mis en œuvre pour aider les victimes, il faut également chercher et juger les malfaiteurs et leurs complices. Il faut qu'on en finisse avec ces actes terroristes, cette épuration ethnique et religieuse qui durent depuis des siècles contre cette communauté.

Il faut rappeler que, durant des siècles, les Yézidis ont été martyrisés par les musulmans sunnites et même par les Kurdes islamisés. Beaucoup se sont réfugiés en Arménie et en Géorgie où ils ont été bien accueillis. Il faut aussi se souvenir que lors des massacres génocidaires d'Arméniens et de chrétiens arméniens par les Turcs en 1915-1916, les tribus yézidies ont accueilli et protégé les chrétiens qui avaient cherché refuge chez elles, surtout dans le Sandjar où ils vivaient à l'époque dans des endroits protégés et presque inaccessibles. Les chrétiens arméniens s'en souviennent !

Les élections en Turquie et la victoire attendue de l'AKP

- Elisabeth Marescot -

La Turquie depuis la fin de la deuxième guerre mondiale accumulait les problèmes sur le plan politique. Les gouvernements se succédaient et ne réussissaient que rarement à terminer une législature. Ils étaient la plupart du temps le résultat de coalitions fragiles qui se défaisaient aussi vite qu'elles s'étaient conclues.

L'AKP (Parti de la justice et du développement) avait déjà réalisé un exploit, le parti d'Erdoğan avait tenu la distance et il vient de recevoir un « satisfecit » important de la population turque. Le 22 juillet, il a obtenu 46,6% des suffrages, soit 51% de voix supplémentaires par rapport à son score de 2002 qui lui avait déjà permis de venir au pouvoir quelques mois à peine après la création du parti AKP issu d'un noyau de personnalités de la mouvance des partis islamistes Refah et Fazilet, mais beaucoup plus pragmatique que ces derniers. La population turque n'est pas devenue fondamentaliste, loin de là, et l'AKP est un parti tout simplement attaché à des valeurs musulmanes comme l'Europe a des partis démocrates-chrétiens dans son panorama politique. Les électeurs de l'AKP ont simplement démontré qu'ils étaient fatigués des vieux partis politiques comme de leurs politiciens magouilleurs et corrompus. Ils ont aussi voulu réagir aux invectives des nationalistes et aux diktats de l'armée.

Les kémalistes du CHP ont eu beau lancer des slogans outrageants contre « les mollahs », suivis par les mises en garde de l'armée qui se prétendait être l'ultime défenseur de la « curieuse » laïcité de la Turquie*, le parti de M. Erdoğan a gagné et il en a presque remercié ses plus ardents détracteurs en leur lançant, le soir de sa victoire, : « C'est vous qui avez pétri la pâte de l'AKP pour en faire ce beau pain gonflé ».

Les points positifs de la politique de l'AKP

L'AKP a réuni autour de lui des couches importantes de la population. Quand Mustapha Kemal avait décidé de fermer ses portes aux députés porteurs d'un message teinté d'islam, il n'avait tenu aucun compte du fait que plus de 90% de la population était musulmane et attachée aux valeurs de l'islam. Ses successeurs ont apporté au peuple une laïcité crispée et antidémocratique parce qu'imposée et, contrairement à ce que les médias occidentaux ont présenté, les enjeux de ces élections n'étaient pas une lutte de laïques contre des religieux, mais celle d'une population musulmane épanouie contre une laïcité autoritaire et stérile.



Ahmet Türk

L'électorat de l'AKP a une base très large qui rassemble les couches populaires de la population mais aussi la classe moyenne et la bourgeoisie d'entreprise qui sont les classes montantes accédant enfin au milieu politique. L'AKP est un parti libéral et conservateur et c'est ce qui le caractérise vraiment. Il a réussi un bilan économique favorable et a redonné une stabilité et une crédibilité à la Turquie. Il a aussi joué la carte de la « question kurde » et a décripé le climat politique

sur ce point si sensible en Turquie. Recep Tayyip Erdoğan, Premier-ministre, s'est rendu à Diyarbakir, capitale du Kurdistan turc, et son discours a ouvert le débat dans la mesure où il a reconnu que l'État turc avait une responsabilité dans la question !

Il est évident que l'AKP a réussi son entrée sur la scène politique car le gouvernement d'Erdoğan est le premier depuis 1987 à être réélu après des élections générales et le premier depuis 1954 à avoir augmenté son score électoral. Comment expliquer son succès alors que des foules rassemblées à Ankara, Izmir,

Istanbul avaient crié au bradage de la laïcité et de l'héritage kémaliste en agitant des milliers de drapeaux turcs pendant la période qui précédait les élections. Cette manipulation des masses avait impressionné les médias occidentaux peu au fait des arcanes de la politique turque. Pour Ergun Ozbudun, professeur de droit constitutionnel à l'Université Bilgi d'Istanbul, interrogé par un journaliste turc, il est évident qu'une grande partie de l'électorat n'a pas cru au discours des nationalistes du CHP et de l'armée qui affirmaient que ces élections étaient une question de vie ou de mort et que le pays était menacé. D'après lui, ils ont préféré la stabilité et la continuité. D'après d'autres commentateurs turcs, il n'y avait pas d'autre solution car dans l'opposition, il n'y avait pas de parti représentant une véritable sociale-démocratie, tous ajoutent que l'essor de l'économie a donné naissance à une classe moyenne qui a confiance dans l'AKP et qui se rappelle la politique faites de compromissions des gouvernements antérieurs. Certains déclarent aussi que l'armée dont les coups d'État de 1971 et 1980 étaient dirigés contre la gauche, a donné dans son mémorandum d'avril, un coup de semonce contre la politique conservatrice mais aussi libérale d'Erdoğan. La population dans son ensemble n'a pas apprécié que les « laïcs » récupèrent l'action des militaires et il leur est apparu de façon nette que, derrière cette soi-disant défense des valeurs laïques, se cachait une politique de classe et de nantis. Maintenant la classe moyenne peut enfin profiter de la libéralisation de l'économie et se payer ce qui, il y a peu, n'était possible qu'aux « riches ». Il faut ajouter que l'AKP a innové dans sa campagne électorale et n'a pas négligé les « petites gens ». Depuis son succès électoral de 2002, la politique du parti a été très bien menée, il a augmenté son influence en signant des contrats avec les municipalités et en oeuvrant à travers les fondations privées caritatives liées au parti. Aucun foyer turc n'a été oublié par les agents électoraux qui ont travaillé à tous les niveaux. Ils ont pris les gens les plus simples au sérieux et ont compris leurs véritables préoccupations, très éloignées d'une absurde défense de la « curieuse » laïcité tant vantée par des intellectuels dont les motivations étaient à mille lieues des soucis de tous les jours. Ce souci du bien-être des milieux populaires et de la classe moyenne était bien loin de la « grande stratégie » de l'opposition politique et de l'armée qui préférait attiser les vieilles peurs dont la nécessité d'envahir le Nord de l'Irak pour en finir avec les séparatistes kurdes.

Les opinions de certains journaux turcs

Il est intéressant d'analyser la victoire de l'AKP au travers du prisme des journaux turcs de différentes

tendances.

Selon « **Gazetem** », la Turquie doit craindre un clivage de plus en plus marqué entre deux groupes de populations, l'une musulmane, l'autre laïque. Même pour des Occidentaux, la façon de présenter la population musulmane est plutôt insultante quand le journal parle d'hommes sortant dans les rues en pyjama, mais il touche cependant un point sensible de la réalité sociale des jeunes quand il parle de filles cloîtrées à la maison alors que les garçons vont dans les cafés. Le journaliste, Ahmet Altan, insiste sur l'hiatus profond entre les deux sociétés en Turquie : l'une évoluant selon les standards de vie à l'occidentale, ayant lu quelques livres et permettant à leurs filles des flirts innocents, l'autre engluée dans le passé avec des hommes sans culture, n'ayant sans doute jamais lu un livre et cloîtrant leurs femmes. Selon lui, une réelle inimitié existerait entre les deux groupes et le groupe composé des « musulmans pratiquants » a gagné les élections alors que pendant des décennies, il avait été dévalorisé. Il insiste sur le fait que maintenant ce groupe est structuré politiquement et est enfin capable de gagner n'importe quelle élection, par contre, l'autre groupe, inférieur en nombre, ne peut plus en remporter. On est aussi face à une situation paradoxale, le groupe adhérant dans sa vie sociale aux normes occidentales se méfie de l'Occident et de ses principes démocratiques, par contre l'autre groupe, dont le style de vie est à l'opposé des standards occidentaux, souhaite augmenter ses liens avec l'Europe afin que la démocratie devienne la norme. Pour le journaliste, l'armée a un rôle à jouer dans ce scénario car l'armée a tout à redouter d'une démocratie à l'occidentale et elle travaille avec le groupe « laïc » afin de préserver son pouvoir, ce faisant elle trahit ses origines sociologiques souvent populaires. Le groupe « musulman », quant à lui, s'affirme de plus en plus en plus car il a développé un secteur économique dynamique en Anatolie et a, de ce fait, acquis une certaine puissance. Le grand patronat le soutient et, aussi, certains intellectuels qui estiment que la seule voie vers la stabilité du pays est une véritable démocratie. On peut résumer la situation, pour qui a visité la Turquie, en disant que c'est la lutte d'Istanbul l'euro-péenne, contre Ankara, l'anatolienne.

Pour **Vatan**, l'AKP a utilisé un slogan mensonger : « D'abord l'être humain, d'abord nos femmes » et le parti dresse la liste des bienfaits accomplis pour la gent féminine : ouverture du marché de l'emploi et représentation parlementaire. Selon le journaliste, on est loin du compte car, selon lui, le parti a relégué les femmes au rang de citoyennes de seconde zone. L'AKP n'a pas promu les femmes : dans le secteur public et privé, les opportunités de travail ont dimi-

nué et le revenu moyen des femmes n'atteint que 34,4 % du revenu des hommes. Autre point noir : 88 % des jeunes demandeurs sont des femmes. Le régime patrimonial entre époux reste injuste pour les femmes et celles-ci continuent à subir des violences. En Turquie, 80,2 % des biens sont la propriété des hommes.

Toujours selon le journaliste, le seul domaine des femmes se limite aux casseroles et à la cuisine. Cerise sur le gâteau, contrairement à ses promesses, l'AKP n'a présenté que 52 femmes aux élections pour 550 sièges à pourvoir et c'est contraire aux promesses d'Erdogan !

Dans **Radikal**, Murat Yetkin insiste sur le dilemme des milieux d'affaires qui'ont bien du mal à choisir entre la stabilité promise par l'AKP et les valeurs « occidentales » des laïques. Ils se souviennent combien ils ont souffert de l'instabilité monétaire et politique qui a si longtemps régné en Turquie, mais ils pensent aussi que trop de stabilité peut être un frein à une démocratie effective.

Pour **Star**, la République turque s'est contentée de slogans, le journaliste Eser Karakas développe le thème. Pour lui, l'État ne semble toujours pas guéri de ses maladies de jeunesse. Le fondamentalisme musulman et la question kurde (séparatisme-ethnique) menacent toujours la République. En 2007, l'armée en est toujours à publier des mises en garde et une publicité pour les bikinis suscite encore des polémiques. Pour le journaliste, les bases de l'État, lors de sa fondation, étaient mauvaises surtout la volonté de remplacer les croyances religieuses par d'autres dites laïques mais vidées de toutes références sociologiques. Le système est bloqué, et il donne comme exemple la dernière directive du conseil de l'enseignement supérieur (Yök) qui stipule qu'un universitaire ayant étudié, lors d'un cursus à l'étranger, des matières remettant en question les principes du kémalisme n'obtiendra pas d'équivalence. C'est une illustration criante de la volonté de maintenir les mythes, mais ce mythe nationaliste périmé ne peut pas faire le poids face aux mythes religieux qui ont des siècles d'ancienneté et restent vivaces dans la population.

La République aurait dû encourager le doute et la libre critique. Elle a favorisé l'approche scientifique, mais cela ne s'est pas traduit dans la philosophie de l'enseignement. Il aurait fallu insuffler à la jeunesse le goût de la réflexion et la Turquie moderne vit encore au rythme des mises en garde de l'armée et des polémiques sur le port du bikini. Il n'y a, selon le journaliste, aucune chance d'avoir un prix Nobel de physique ou d'économie dans un pays où on agresse,



Les parlementaires de DTP avec les parlementaires MHP (parti nationaliste turque)

en période de ramadan, les étudiants qui ne pratiquent pas le jeûne et où on peut lire sur les murs des bâtiments militaires : « Notre loyauté à l'égard de l'armée est notre honneur ».

Comment les Kurdes ont-ils voté ?

L'électorat kurde dont la population est estimée par les Turcs et selon un calcul minimaliste à 15 millions de personnes a partiellement voté assez paradoxalement et contrairement à ses habitudes pour l'AKP qui a fait une percée dans cette région traditionnellement dominée par les partis pro-kurdes. Il faut, à cette occasion, rappeler l'historique de la représentation parlementaire des Kurdes dans le pays.

Il y a treize ans, les partis pro-kurdes ont été évincés de la Grande Assemblée nationale turque. En 1991, un bandeau jaune, vert et rouge, aux couleurs du Kurdistan, dans les cheveux, Leyla Zana, élue députée, prêtait serment à la tribune en langue kurde, ce fut un tollé mémorable, un symbole dans la guerre civile qui agitait le pays et un défi inacceptable pour les autorités turques. En 1994, l'égérie de la cause kurde et ses compagnons de route, privés de leur immunité parlementaire, étaient condamnés à des peines allant jusqu'à quinze ans d'emprisonnement pour « appartenance à une organisation illégale » c'est à dire au PKK.

Cette année, la tâche des vingt élus du DTP, accusés par Ankara d'être liés au PKK, va encore s'avérer ardue. Rappelons que les élections ont eu lieu alors que les rebelles kurdes et l'armée étaient toujours en état de guerre larvée puisque trois soldats et huit maquisards avaient été tués récemment dans de nouveaux accrochages. Dans le groupe du DTP qui s'est

présenté se retrouvent deux des avocats d'Abdullah Öcalan et certains n'ont pas apprécié qu'Ahmet Türk** un des leaders du DTP faisant partie des élus aux dernières élections ait déclaré que le résultat était une revanche, par contre, il a aussi assuré que face aux élus du MHP (Parti de l'action nationaliste) les élus kurdes n'avaient pas l'intention de sortir les épées.

L'actuel président de la République Ahmet Necdet Sezer, proche de l'armée, a refusé de recevoir Ahmet Türk alors qu'il avait reçu l'ensemble des chefs de partis. Recep Tayyip Erdoğan, fidèle à sa politique d'ouverture, a voulu les réunir sur une photo de famille et c'est Devlet Bahçeli, leader du MHP, qui a refusé de poser aux côtés du « terroriste » Ahmet Türk. On est mal parti !

Le député kurde Hasip Kaplan a déclaré que la mission prioritaire du DTP sera de « faire taire les armes » et de travailler ensemble « pour toute la Turquie ». Cette déclaration risque d'être mise à mal par l'exigence d'Erdoğan, qui malgré une certaine ouverture d'esprit à la question kurde, demande que les députés du DTP reconnaissent que le PKK est une organisation terroriste ce qui est un reniement impossible pour le DTP. De plus, le PKK sous la pression d'Imrali, de Kandil et des représentants du PKK en Turquie et en Europe fait une énorme pression sur eux car le PKK serait ravi que le DTP connaisse un échec politique ce qui relancerait les affrontements.

Le DTP doit éviter la marginalisation dans son propre électorat car il doit dépasser les revendications uniquement idéologiques et se préoccuper du quotidien toujours aussi difficile de la population kurde dont 80 % de chômage toutes tranches d'âge et de sexe confondues. C'est indéniable, l'AKP d'Erdoğan a eu un réel succès au Kurdistan. Les habitants de ces régions ont voté pour ce parti afin de faire barrage à une coalition de nationalistes anti-kurdes représentés par le CHP et le MHP et aussi aux va-t-en-guerre toujours volontaires pour porter la guerre dans le Nord de l'Irak, c'est d'ailleurs ce que souligne un avocat d'origine kurde d'Urfa : « Ils ont constaté l'efficacité avec laquelle les mairies, remportées par l'AKP, gèrent les services municipaux ».

Rappelons que le « secours islamique », propulsé par l'AKP, joue vis-à-vis des populations ultra-paupérisées des provinces kurdes se battant quotidiennement pour manger à leur faim, le même rôle qu'a joué le « secours catholique » en Europe au début de l'industrialisation qui avait acculé les populations ouvrières à la misère. Il est difficile quand la simple survie est un problème quotidien de prendre en compte les critères idéologiques et c'est ce contexte qui explique le succès de l'AKP, qui a obtenu cent

nonante mille voix à Diyarbakir soit cent trente mille de plus qu'en 2002. Le résultat du DTP par contre a été plus marqué dans le Hakkari, le Sirnak et Mus, provinces proches du PKK mais aussi restées les plus pauvres. L'AKP a été récompensé d'avoir relogé les habitants des bidonvilles dans de nouveaux immeubles, d'avoir construit des écoles et donné des livres scolaires gratuits. L'AKP se présente, sournoisement, diront certains, comme le seul parti capable de sortir le Kurdistan de son sous-développement. Ce sont les mêmes raisons qui ont d'ailleurs poussé les Turcs à voter pour ce parti. Le parti musulman a fait un effort d'investissement, a organisé des programmes sociaux et réalisé un important progrès dans les infrastructures.

Cet effort économique ne comble pas le gouffre entre la région côtière de la Turquie et le miséreux sud-est kurde, mais l'AKP a cependant donné un peu d'espoir à cette région traitée jusque là comme une colonie à exploiter. Les difficultés sont encore très présentes malgré le changement des lois concernant entre autres le droit au « retour » des personnes déplacées et dont l'application est attribuée aux bureaucrates et au commandement militaire de la province. Les lois votées à Ankara ne sont pas toujours appliquées à Diyarbakir ni dans le Hakkari, mais la population espère que l'AKP y arrivera.

Aux dernières nouvelles, on apprend que la prestation de serment des députés kurdes au parlement s'est bien passée malgré le curriculum vitae de certains d'entre eux qui avaient mis le turc, leur deuxième langue, comme étant une langue étrangère. Il n'y a pas eu de dérapage et Ahmet Türk a même serré la main du leader du MHP Devlet Bahçeli qui a lui-même fait un effort en interdisant aux « jeunes nationalistes » de participer à des combats de rue contre les Kurdes. Une poignée de mains c'est peut-être peu de choses mais c'est un progrès !

Le PKK a, par contre, enlevé neuf personnes dans un village coupable de ne pas avoir bien voté ! Il les a cependant relâchées après une semaine. Est-ce pour pourrir la « respectabilisation » du DTP et l'empêcher de prendre part de façon responsable au jeu politique en Turquie ?

La démocratie est encore un but lointain pour les Kurdes !!! Mais gardons l'espoir !!

* Cfr. « Les Kurdes n°29 : La conception curieuse de la laïcité en Turquie. E. Marescot

** Rappelons que des noms de famille à consonance turque ont été imposés arbitrairement aux Kurdes qui ont dû abandonner leurs noms d'origine.

Le paradoxe turc

- Raymond To -

La Turquie peut-elle entrer dans l'UE ? Si je pouvais répondre aujourd'hui, je dirais résolument non. Peut-être oui mais alors dans trente ans. La question de l'adhésion turque est en principe très facile à résoudre. Comme dans le proverbe : un oiseau fait le printemps en Turquie. Ce n'est pas seulement dans le passé que le nationalisme a été un véritable fléau. Encore aujourd'hui les sentiments nationalistes turcs ne sont pas un bienfait pour l'avenir de la Turquie, même si les Turcs ne s'en rendent pas compte. Si on pouvait éradiquer le nationalisme exacerbé en Turquie, une grande partie de ses problèmes actuels seraient résolus. Le nationalisme turc va hélas durer encore pendant quelques générations.

Dans le cadre théorique de l'U.E, la candidature de la Turquie n'est pas une affaire anormale. L'Union européenne est principalement un marché commun économique entre plusieurs États membres. Les États membres de l'U.E ont différentes langues et traditions mais doivent respecter des valeurs démocratiques de base en ce qui concerne les droits de l'homme et la démocratie d'un État de droit. D'après moi, rien de plus normal, mais ce n'est pas le cas pour la Turquie. Bien que je ne puisse pas mettre en doute la bonne volonté de l'élite politique, il est évident qu'elle contrôle trop peu la toute puissance de l'armée turque. Mais d'autre part, le gouvernement d'Erdogan s'est soucié de donner un cadre légal aux atteintes aux droits de l'homme dont le très contesté article 301 par lequel il est prévu que des personnes peuvent être traînées en justice si elles portent atteinte à l'identité turque. L'article 301 combiné avec la législation antiterroriste provoque actuellement une véritable chasse aux sorcières en Turquie ! En ce qui concerne les exécutions illégales, les disparitions ou autres méfaits qui ne peuvent pas être ouvertement acceptés, ils préfèrent mettre des œillères.

L'élite politique turque s'en tient purement et simplement à ce qu'ils ont formellement modifié dans la loi et en ce qui concerne leurs réformes, ils ferment trop volontiers les yeux sur les tractations qui se font sous la table. Le plus grave est encore le fait que nos hommes politiques européens avalent la pilule. Il est plus facile de nier la réalité. D'évidence, notre élite européenne veut mettre au plus vite la main sur les ressources turques et négligent le fait de savoir si la Turquie satisfait aux critères politiques comme le res-

pect des droits de l'homme. La fin justifie les moyens. Les politiciens qui restent fidèles à leur idéologie et conséquents dans leurs exigences de démocratisation n'appartiennent visiblement pas au staff dirigeant de la politique.

Naturellement, je comprends pourquoi l'Europe veut absolument « annexer » la Turquie à l'U.E. Nous dépendons des ressources naturelles russes et il est évident que la Russie sur ce plan n'est pas fiable. Chacun se souvient-il des déclarations récentes de Poutine ? Ou de ce qui est arrivé l'année passée avec la crise que la Russie a provoquée en Géorgie en quadruplant du jour au lendemain le prix du gaz ? Lors d'une interview, un ministre russe a déclaré sans la moindre émotion : « Si la Géorgie veut rompre avec la Russie, ce n'est pas un problème pour nous. Mais alors, elle doit payer ce que nous demandons. Nous ne faisons des prix d'amis qu'à nos alliés, les autres doivent payer ce que nous voulons ». Ces quelques phrases résument toute l'histoire. La Turquie est donc pour l'Europe une très importante si pas la meilleure solution pour son approvisionnement en énergie et en matières premières.

Les semaines passées, j'ai fait un reportage sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Je l'ai divisé en quelques grands thèmes qui relèvent de l'adhésion. Comme je l'ai dit plus haut, les minorités (donc aussi les Kurdes) peuvent être réprimées au sein d'un cadre légal. C'est pourquoi, chaque menace contre l'unité nationale est un fait punissable. En plus, il y a aussi la loi anti-terroriste dont on peut abuser à tort et à travers. Les Kurdes ne sont pas opprimés parce qu'ils sont Kurdes. On ne peut pas

parler de pur racisme. C'est plutôt parce que, selon l'État turc, les Kurdes ont trop d'exigences politiques comme par exemple l'enseignement dans leur langue maternelle (kurde). Selon l'État turc c'est la preuve qu'ils veulent créer une dissidence au sein du pays. Chaque Kurde doit donc progressivement s'assimiler et c'est ce que l'Etat essaie de faire. L'homogénéité du pays doit être conservée, coûte que coûte. C'est pourquoi, grâce à la loi anti-terroriste, il est possible d'arrêter les gens qui soutiennent ces organisations qualifiées de terroristes sans même en être membre. Cela n'aurait rien d'extraordinaire, si la Turquie n'en faisait en plus un mauvais usage. C'est ainsi que chaque soutien ou n'importe quelle forme de sympathie pour le Parti Kurde des Travailleurs (PKK) sont considérés comme punissables. Les autorités turques peuvent également soupçonner chaque Kurde d'avoir des liens avec le PKK. De cette manière, à l'ombre d'un cadre légal, ils peuvent utiliser librement leur pouvoir oppressif. C'est ainsi que le journal Gundem a été de nombreuses fois interdit parce qu'il était constamment accusé de publier une propagande pour le PKK. C'est ainsi que quand le journal a publié un article sur un possible empoisonnement d'Abdulhah Öcalan, il a été saisi pour avoir fait de la propagande pour l'organisation terroriste PKK. Ils ont même assassiné un garçon de 12 ans parce qu'il distribuait des folders publicitaires de ce journal. L'atteinte à la liberté de presse est criante ! Les grands médias, quant à eux, pratiquent l'autocensure et dépendent du pouvoir.

Les changements dans le code pénal sont tout à fait paradoxaux. D'une part, on peut admettre la position turque vis-à-vis du PKK : en effet le PKK a eu dans son passé une attitude belliqueuse, mais d'autre part le combat et la création du PKK n'auraient pas eu lieu si les minorités avaient obtenu leurs droits politiques et culturels. La compréhension doit se faire des deux côtés. Ou bien, l'élite politique turque ne connaît pas son histoire ou bien elle utilise à nouveau des œillères. Nous pouvons donc formuler toute une série d'hypothèses. Puisque la Turquie a réformé les lois, il faut donc qu'il y ait un signe démontrant qu'ils reconnaissent qu'une faute a été commise dans le passé, que tous les hommes ne jouissaient pas de droits égaux, qu'il y avait un indéniable déséquilibre dans la société. S'ils ne reconnaissent pas cela, ont-ils fait des modifications législatives uniquement pour donner bonne conscience aux Européens ? Je rappelle volontiers le cessez-le-feu unilatéral déclaré

en septembre de l'année passée par le PKK. Les autorités turques par contre ne donnent aucun signe de bonne volonté. Ils veulent seulement mettre tous les membres du PKK derrière les barreaux. Il faut vraiment être naïf pour croire que de l'emprisonnement de tous les membres du PKK va résulter quelque chose de bon. Ils vont devenir des martyrs et d'autres sympathisants vont reprendre le drapeau. En outre, les Kurdes continueront à exiger leurs droits démocratiques. Si l'État turc continue à travailler comme actuellement, il ne parviendra jamais à sortir du cercle vicieux.

Que la Turquie vive en plein paradoxe est confirmé par l'action de l'armée turque ! L'armée existe pour préserver l'unité, la laïcité et selon leurs propres dires pour défendre la démocratie dans le pays. En pratique, il est évident que la démocratie doit souvent s'effacer devant la laïcité et que l'unité du pays a la primauté sur la démocratie. C'est ainsi que l'armée et les autorités turques vont réagir avec vigueur si l'unité du pays est mise en question. On peut donc dire que le terme « démocratie » est complètement vide de sens en Turquie. De plus ils font tout pour que les Kurdes ne soient pas représentés au parlement et cela grâce à une manipulation des élections : installation d'un seuil de représentativité très élevé, interdiction de placer des photos sur les bulletins de vote de sorte que la population kurde, en grande partie analphabète, ne sache plus pour qui ils doivent voter.

Sans un nationalisme exacerbé, il n'y aurait pas d'article 301, et les Kurdes pourraient jouir de leurs droits démocratiques, il y aurait la liberté de la presse, le PKK n'existerait pas, l'armée ne jouirait pas d'une telle influence dans la société, les écrivains ne seraient pas autant l'objet de poursuites. Je peux encore en rajouter. Imaginez un instant quelle serait notre vie si nous connaissions un nationalisme aussi extrême que celui des Turcs. Notre pays protège les minorités et leur donne des droits dans la mesure de ses moyens. Il y a naturellement des progrès à faire et peut-être avons-nous été quelquefois trop tolérants pour beaucoup de choses, mais cela reste malgré tout un exemple pour la Turquie. Nous pouvons à juste titre nous demander si la Turquie est prête à accepter autant de diversité qu'en Europe si elle-même n'accepte aucune diversité dans son propre pays.

<http://raympnd.wordpress.com>

Les Kurdes et l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne

- Ahmet Dere -

Les Kurdes sont favorables à l'adhésion de la Turquie à l'U.E. Ils en attendent beaucoup et espèrent que cela obligera la Turquie à reconnaître le fait kurde. Si l'U.E. n'est pas ferme sur ce sujet précis, il est évident que les Kurdes seront moins enthousiastes et il faudrait que les autorités responsables de l'U.E. en soient conscientes. Il est évident qu'accepter la Turquie en son sein avec la question kurde non-résolue serait un problème qui deviendrait européen.

L'application des critères de Copenhague, rendue obligatoire lors d'une adhésion, permettrait de trouver une solution, mais il est évident qu'il serait plus acceptable que les changements législatifs et sociologiques soient résolus au préalable et ce au moins dans les textes ; sur le plan des mentalités, comme toujours, un changement complet demandera du temps. Il faut cependant que les institutions européennes soient conscientes que la pression kurde

continuera tant que la question ne sera pas résolue à la satisfaction de la population kurde.

Les Kurdes connaissent la façon dont, en Europe, on a solutionné le problème des minorités. Ils s'intéressent tout particulièrement au cas des Catalans et des Basques en Espagne. Ils ont tous deux obtenu une gestion autonome de leurs provinces et dans ces régions, leur langue a un statut de langue officielle à

Cumhuriyet Meydani à Mardin (Photo: Nick Hannes)



côté de l'espagnol. Les Kurdes ne sont pas séparatistes, mais ils veulent obtenir en Turquie une pleine application de leurs droits comme l'ont obtenue les Catalans et les Basques en Espagne.

Le facteur économique est par ailleurs des plus importants. Il est essentiel que la région kurde sorte de son sous-développement économique. Depuis des décennies, le Kurdistan subit une colonisation semblable à celle qu'ont connue la plupart des pays du tiers-monde ; le comble est que c'est au sein de leur pays qu'ils étaient colonisés par leurs compatriotes et cette situation perdure. Ce sous-développement programmé par l'État turc est d'autant plus inacceptable que les ressources minéralogiques du sous-sol des provinces kurdes sont importantes pour l'économie turque. De plus, le Kurdistan dispose de la richesse la plus essentielle pour le futur : l'**EAU**, source d'énergie éternellement renouvelable ; la Turquie exploite à fond cette richesse et l'utilise aussi comme moyen de pression sur les pays frontaliers, mais, et c'est paradoxal, la population kurde n'en tire aucun avantage économique, au contraire, elle en subit les dommages. Pour construire les barrages, les Kurdes sont expulsés de leurs terres, leurs villages sont détruits et ils ne sont pas dédommagés puisque dans leur système social qui fut longtemps tribal, c'est l'Agha qui est souvent le propriétaire des terres et est remboursé pour le dommage subi.

À part les barrages, dont on connaît mal les effets nocifs sur l'environnement et pour lesquels on n'a toujours pas mis en œuvre l'indispensable traitement de l'eau, l'État turc ne fait aucun investissement profitable à la population. Les infrastructures ne sont pas développées, la plupart des foyers n'ont pas l'électricité, l'état des routes est désastreux ; même sur le plan du tourisme qui est un secteur économique important en Turquie et qui permettrait d'utiliser la main d'œuvre kurde connue pour ses qualités d'accueil, rien n'est fait sur une grande échelle. D'autres secteurs sont en pleine décrépitude, on n'insiste jamais assez sur l'importance de l'équipement scolaire, le Kurdistan manque d'écoles, d'établissements de formation technique et autres qui permettraient de former une main d'œuvre spécialisée apte à travailler dans les usines ou entreprises encore à créer. Le secteur hospitalier est aussi très déficient, à peine digne d'un pays du tiers monde. Les Kurdes espèrent qu'avec le soutien économique de l'Europe, surtout sur le plan d'investissements ciblés, le Kurdistan de Turquie pourra enfin sortir de son sous-développement. Mais il faut souligner que sans une éducation et une instruction adéquates dans leur langue maternelle qui doit être enfin reconnue, les



Un jeune vendeur à Mardin (Photo: Nick Hannes)

Kurdes ont peu de chances d'obtenir un niveau qui permette d'obtenir un emploi dans les usines ou ateliers qui seront créés.

Le parti qui a gagné aux dernières élections, l'AKP, est un parti qui met en avant sa spécificité musulmane et qui œuvre pour permettre l'adhésion de la Turquie à l'U.E.. Parmi les autres partis importants en Turquie, il y a le CHP qui se veut être le continuateur du parti fondé par Mustapha Kemal ; il accepte du bout des lèvres l'adhésion à l'U.E. mais, plutôt nationaliste, il est réticent à toute solution de la question kurde par laquelle les droits des Kurdes seraient enfin intégralement reconnus, quant au MHP, il est ultra-nationaliste et ses options politiques sont inacceptables pour l'U.E..

L'armée dans son ensemble est également favorable à l'adhésion même si on rencontre en son sein des ultra-nationalistes et des fondamentalistes islamistes qui restent très minoritaires. Parmi l'état-major, il y a aussi des généraux qui ont certaines craintes quant à leur avenir, ils redoutent surtout de perdre leur influence politique et une part importante dans le budget de l'État, c'est en Turquie que le pourcentage du budget alloué à l'armée est le plus important parmi les pays de l'OTAN. Ils sont intolérants sur la question kurde car il est évident que, si celle-ci était enfin résolue, l'utilité de l'armée donc son budget, serait amoindrie, cela aurait une influence sur l'OYAK qui est une véritable économie parallèle et sur d'autres organisations liées à l'armée.

Les Kurdes de Turquie précisent le discours qu'ils adressent aux Européens : « Si vous voulez que la Turquie soit enfin un État démocratique, il est indispensable qu'une solution soit trouvée à la « Question kurde » et cela ne peut se faire que par le biais d'un changement politique. Les critères de Copenhague doivent être remplis. C'est un des rôles des organisations kurdes en Europe de tenir une position de sentinelles. Elles y sont d'ailleurs aidées par de multiples ONG européennes. Quand, enfin, les droits des Kurdes seront reconnus par la Turquie et cela sous la pression de l'Union européenne, tout le monde y gagnera : les Kurdes, la Turquie et l'Europe ! »

Bashar al-Assad en Syrie: encore sept ans

- Paul Vanden Bavière -

Dimanche 27 mai 2007, les Syriens ont été au bureau de vote pour élire un nouveau président. Il n'y avait qu'un seul candidat, Bashar al-Assad, le fils du président Hafez al-Assad mort en 2000. Officiellement, il a été élu avec 97,62 % de voix pour un nouveau terme de sept ans dans sa fonction de président. En 2000, il n'avait eu « que » 97,29 %.

La Syrie est donc depuis 1969 aux mains de la famille al-Assad et elle le restera encore jusqu'en 2014. Au total, si rien n'arrive, la famille qui appartient à la secte chiite des alaouites, aura gardé le pouvoir en Syrie pendant 45 ans.

Officiellement, on déclare qu'il y a eu un nombre « formidablement » important d'électeurs qui se sont déplacés. Que les Syriens se soient rendus en masse au bureau de vote, comme l'affirme le régime, peut être sérieusement mis en doute. Pour les élections du 22 avril, seuls 60 % des électeurs s'étaient fait enregistrer. Et, parmi les 60 %, beaucoup d'entre eux seraient restés chez eux le jour fatidique. L'enjeu des élections parlementaires était d'ailleurs très limité. Sur les 250 sièges, 167 étaient d'ailleurs réservés au Front National Progressiste. Celui-ci comprend le parti Baas au pouvoir qui a automatiquement droit à 131 sièges, et plus au moins sept partis de gauche comme le parti Communiste et quelques petits partis nassériens qui ont été récupérés de cette manière par Hafez al-Assad et rendus muets de cette façon. Le reste des sièges est attribué à des candidats « indépendants », surtout de riches partisans du pouvoir Baas. L'opposition, qui est officiellement interdite et donc ne peut pas mettre de partis en lice, avait appelé au boycott des élections parlementaires et présidentielles. Mais si c'est cela, du moins en ce qui concerne les élections parlementaires, qui a provoqué une abstention massive n'est absolument pas certain. L'opposition politique reste trop divisée pour être crédible. De plus parmi eux, ce sont les Frères musulmans qui forment le groupe le plus important. Les autres partis idéologiques (communistes, baasistes, dissidents, nassériens, socialistes) sont partagés entre petits partis rivaux. Même les opposants ethniques sont éparpillés. C'est ainsi qu'il y aurait sept partis kurdes (*)

En 2005, l'opposition syrienne devint plus visible lorsque le vice-président syrien précédent Abdel Halim Khaddam, après une brouille avec la famille Assad qu'il avait fidèlement servie pendant 35 ans, fut parachuté à Paris et entra dans l'opposition. L'année passée, des conférences se sont tenues, entre autres à Bruxelles, Khaddam essayant de susciter un Front National du Salut. Ce fut sans succès. L'opposition a, depuis, disparu de l'actualité, car peu

après, de nombreux intellectuels dignes d'admiration mais très seuls, ont été condamnés à des peines de prison. Un autre facteur qui n'est pas sans importance en ce qui concerne l'attitude de l'opposition est le chaos qui règne en Irak. Peu de Syriens voudraient connaître la situation qui règne en Irak après un changement de régime organisé sans par les Américains et toujours sans succès.

Ce chaos en Irak est aussi un des atouts de Bashar al-Assad. Après l'invasion américaine en Irak en 2003, il est apparu que la Syrie et l'Iran pourraient devenir les victimes suivantes du « combat » de Bush « contre le terrorisme ». Mais le ratage des Américains, qui, autant en Irak que dans le maréage afghan ont complètement échoué, a été une vraie bouée de sauvetage. Les néoconservateurs américains sont en recul et ne sont plus capables d'imposer de nouvelles guerres à une opinion publique fatiguée de la guerre et au Congrès dirigé par les Démocrates. Le groupe dirigé par la Ministre des Affaires étrangères, Condoleezza Rice, qui plaidait pour un dialogue avec la Syrie et l'Iran en tentant de restreindre l'aide aux opposants, semble avoir provisoirement réussi. A la conférence du 3 et 4 mai sur l'Irak à Charm-el-Cheikh en Egypte, elle a rencontré les délégués syriens et iraniens. Et le 28 mai à Bagdad, a commencé au niveau des ambassadeurs, une consultation entre les USA et l'Iran qui est l'allié le plus important de la Syrie dans la région. D'autre part, sans la Syrie, il n'y a aucune possibilité de solution au Liban.

Bashar al-Assad est donc momentanément dans une position confortable. Mais tout peut se retourner à chaque instant. L'assassinat de l'ancien Premier Rafik Hariri pend toujours comme une épée de Damoclès sur Bashar-al-Assad. Il est évident que le Conseil de Sécurité a choisi de mettre sur pied un tribunal international pour juger les meurtriers

(*) Cfr : Paul Vanden Bavière – Coup d'œil sur la Syrie – interview de Fouad Amar – n° 24 – novembre 2006

Les Juifs du Caucase

- Elisabeth Marescot -

Au Ve siècle, une tribu turque, les Khazars, s'établirent sur les bords de la mer Caspienne, initialement païennes,, les classes dirigeantes se convertissent au judaïsme au IX^e siècle et en font la religion officielle de leur kaghanat. Ils seront contraints de se disperser au cours du Xe siècle suite à leur défaite face aux Slaves orientaux. Ils vont migrer vers l'Europe centrale et orientale et se seraient fondus dans les communautés juives ashkénazes.



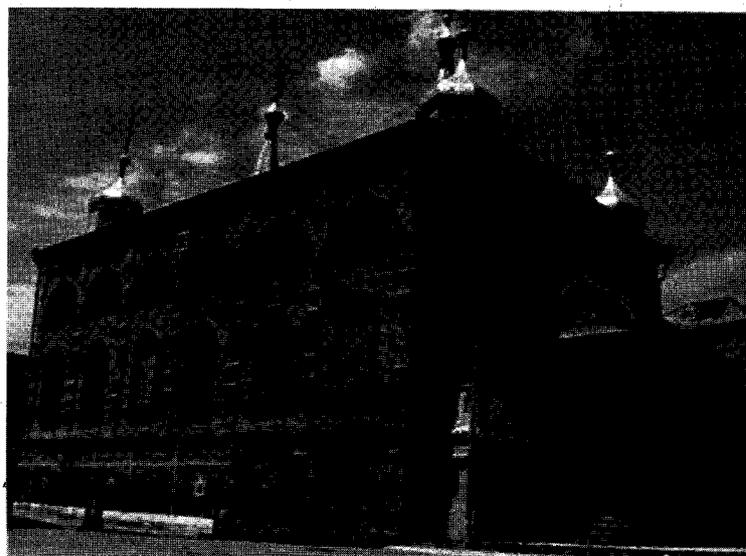
historiens discutent sur leur degré de « judaïcité », mais personne ne met en doute le fait qu'ils soient de religion juive.

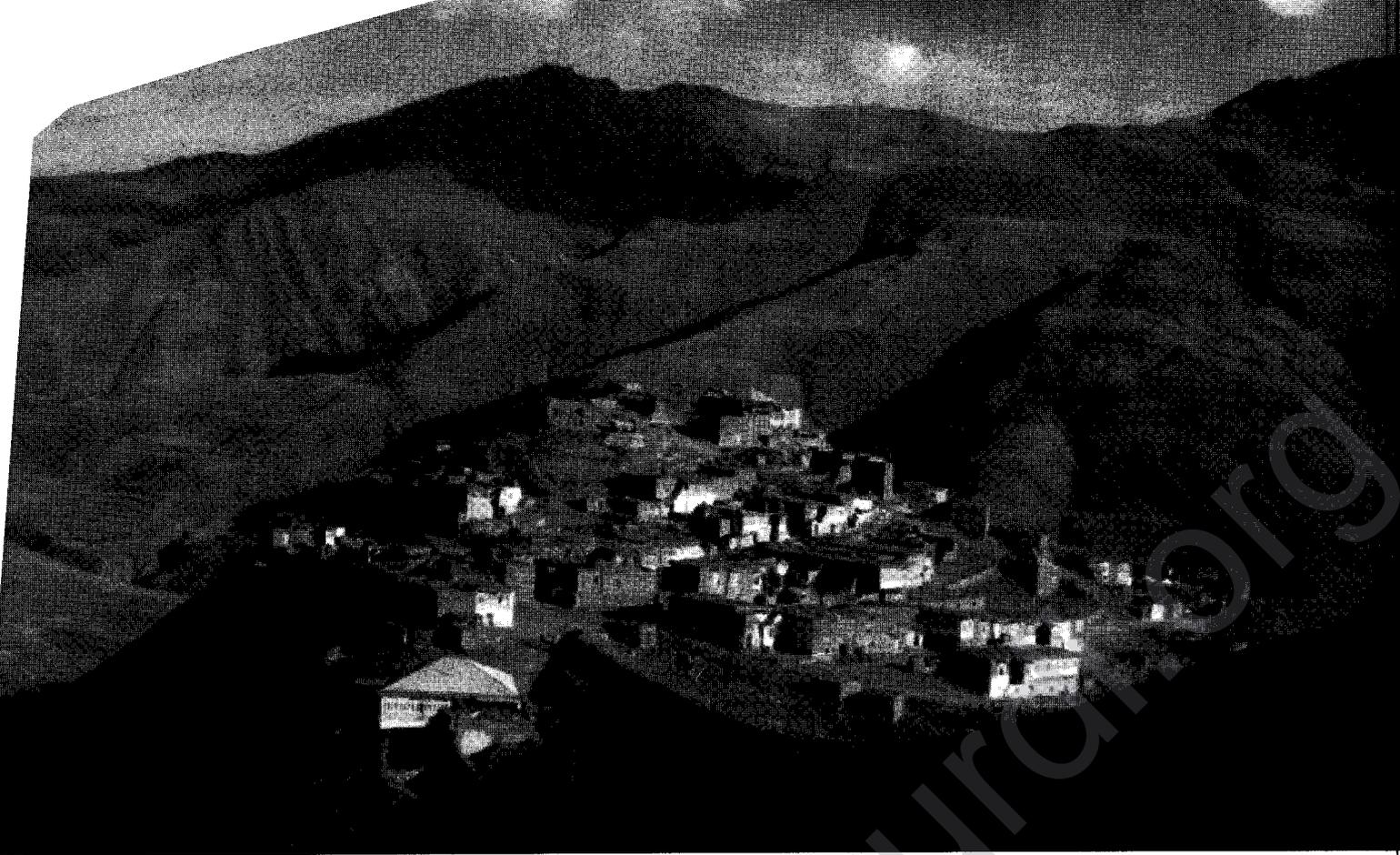
Déjà au XV^e siècle, les chroniques arabes parlent de « Juifs Tcherkesses » qui entretenaient des relations commerciales jusqu'au Caire et dans tout le bassin méditerranéen. Au XVII^e siècle sur la frontière avec le Daghestan, il y avait des villages fortifiés (aouls) juifs et l'une des vallées du Daghestan portait le nom de « Vallée juive ». On les dit descendants des Khazars caucasiens, mais d'autres historiens les considèrent comme un peuple d'origine perse, c'est d'ailleurs le cas de Basile Nikitine dans son livre « Les Kurdes ». Ils parlent un dialecte tat proche de la langue des Tats musulmans. D'autres pensent que les Tats musulmans sont des Juifs convertis à l'islam.

Certains pourtant sont restés dans le Caucase, on les retrouve dans les montagnes du nord-est de l'Azerbaïdjan et leur capitale est Krasnaïa Sloboda. On pourrait les confondre avec les Azéris typiques à ceci près que certains portent la kippa.

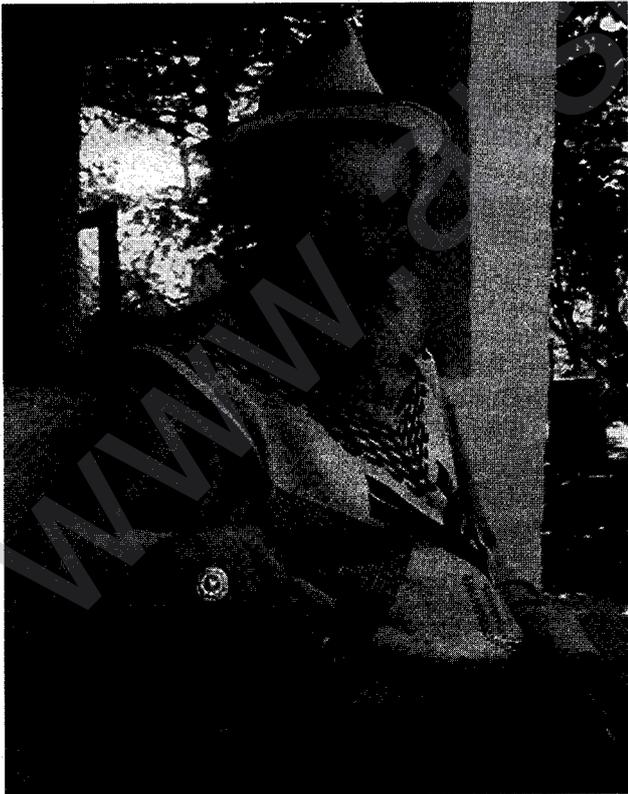
Les voitures qui circulent sont de marques occidentales quelquefois prestigieuses. Elles appartiennent à un émigré en Israël ; devenu riche, il vient passer ses vacances en Azerbaïdjan et aime rouler vite dans ses voitures de luxe.

Beaucoup de jeunes ont fini par émigrer en Israël, mais il y a encore 30000 juifs dans le Caucase. Les





Certains habitants de Krasnaia Sloboda se disent descendants d'une tribu perdue d'Israël qui aurait quitté Jérusalem après la destruction du premier temple ! Ils ignorent même l'importance de la Shoah dont ils ont vaguement entendu parler. Ils ont dû cacher leur foi sous le régime communiste et ont peu apprécié le



système du kolkhoze, surtout que celui de Sloboda auquel ils étaient incorporés a dû se spécialiser dans l'élevage des porcs. Les vieux racontent qu'ils ont pratiqué la polygamie comme les musulmans. Ils portaient alors le nom de Djoukhours. Ils ont aussi des coutumes propres aux peuples caucasiens dont l'obligation de vendetta.

« Même sous les bolcheviques, nos enfants ont toujours été circoncis » affirme Mordekhai très fier de ce courage affirmé. Au cimetière, on trouve de vieilles pierres tombales qui portent des inscriptions en hébreu. A 2300 mètres, on visite le village de Khinaloug à quelques heures de route de Kouba. C'est un « aoul » fidèle à la tradition montagnarde, il ressemble à une forteresse dont l'intérieur est un labyrinthe de ruelles avec des maisons en terrasse. Aujourd'hui une route est construite mais elle ne peut être empruntée que l'été, le reste du temps, les habitants sont coupés du monde. Pour les femmes, le tissage de tapis est l'unique loisir, les hommes sirotent des liqueurs ou du vin et regardent la télé par satellite. La population de l'aoul diminue, les jeunes fuient vers les plaines et dans le village ne vivent plus que les vieux. Ils espèrent qu'une route goudronnée les reliera à la ville permettant aux médecins et aux instituteurs de venir, peut-être même des touristes mais de ceux-ci, ils se méfient, ils ne veulent pas perdre leurs traditions.

Survivront-ils encore longtemps, ces Juifs qui parlent le tat, dans la mosaïque des peuples caucasiens. Pourquoi pas ? Le Caucase en a vu d'autres.

Une recherche effrénée d'hydrocarbures ! (Du Caucase à l'Asie Centrale)

- Elisabeth Marescot -

L'Europe prend de plus en plus conscience qu'elle pourrait voir son développement fortement freiné à cause de sa dépendance sur le plan des hydrocarbures. L'or noir et l'or gris font l'objet d'une lutte d'influence plus intense que jamais et il faut à tout prix obtenir le contrôle du centre du continent eurasiatique, de ces ex-républiques soviétiques que l'Europe s'est permise de snober durant ces dernières décennies.

Le « grand jeu » est à nouveau à l'ordre du jour, mais son centre s'est légèrement déplacé. Au XIX^e siècle, la Russie voulait mettre des bâtons dans les roues de la Grande-Bretagne et empêcher qu'elle conserve le contrôle absolu des Indes. Maintenant, il s'agit de mettre les républiques d'Asie centrale de son côté, car « miracle ! », ces pays souvent désertiques, longtemps abandonnés des dieux et des hommes regorgent d'hydrocarbures et leur seul accès pour l'Europe est un passage par le Caucase.

Assez curieusement, il faut se rappeler que Palmerston au XIX^e siècle s'en était préoccupé puisqu'il avait tenté d'aider les peuples montagnards du Caucase (Daghestanais-Tcherkesses..) en lutte contre l'envahisseur russe. C'était déjà le « grand jeu ».

Le combat avait cessé lorsque Londres et St-Pétersbourg s'étaient entendus sur le partage de leurs zones d'influence en maintenant un État tampon : le malheureux Afghanistan, objet depuis de toutes les convoitises non pas pour ses richesses mais pour sa situation géographique au centre de la région convoitée. Cet accord s'est rompu, les acteurs ne sont plus les mêmes mais le but ultime demeure : coloniser d'une manière ou d'une autre l'Asie centrale afin de se neutraliser les uns les autres. Un troisième acteur est aussi apparu, il était inattendu, il y a encore à peine vingt ans : c'est la Chine !

Dès la dislocation de l'Empire soviétique, les huit nouveaux États indépendants (NEI) d'Asie Centrale

se sont empressés de tirer parti de leurs richesses en hydrocarbures jusque là souvent cachées sous des steppes devenues désertiques depuis des siècles. C'est pour eux le seul moyen d'échapper à la « bienveillante » attention de Moscou et d'augmenter leur budget. Déjà à la fin des années 1980, Chevron, la puissante compagnie américaine, s'intéresse au gisement de Tengiz, un des plus importants du monde, situé dans l'ouest du Kazakhstan et, en 1993, il va en acquérir la moitié. En face, de l'autre côté de la Caspienne, le président de l'Azerbaïdjan, Gueïdar Aliev, signe en 1994, un contrat des plus intéressants avec des sociétés pétrolières étrangères, pour l'exploitation du champ Gouchli – Chirag – Azeri. L'Est et l'Ouest commencent à s'arracher les gisements. Sans doute pour museler les exigences de l'Arabie saoudite, on se met aussi à gonfler les estimations des réserves d'hydrocarbures du bassin de la Caspienne, on va même parler de 240 milliards de barils de pétrole. Depuis on est revenu à plus de modestie et on les estime à 50 milliards de barils et 9000 milliards de m³ de gaz ce qui correspond à 4 ou 5 % des réserves mondiales. Les États-Unis veulent à tout prix construire un oléoduc Bakou – Tbilissi – Ceyhan, le BTC, afin de diminuer l'influence russe dans la région.

Depuis, la Russie étant affaiblie et sous le prétexte de combattre un islamisme dévastateur, (attentats du 11 septembre 2001), Les États-Unis ont installé des bases au Kirghizstan et en Ouzbékistan d'où ils vien-



ment d'ailleurs de décamper. Un but plus caché est sans doute de contrecarrer l'avancée de la Chine vers ces régions qui l'ont, dans la premier millénaire de notre ère, tellement tentée et qui n'a été stoppée que lors de la bataille de Talas quand les Arabes, les Iraniens et même quelques tribus turques se sont alliées pour arrêter les Chinois. On ne le dit jamais assez : « L'histoire est un éternel recommencement ». L'autre intérêt est également de coincer l'Iran même si l'importance de celui-ci est plus liée à un débat idéologique qu'à autre chose. Depuis, nous avons assisté aux révolutions de Géorgie (2003), d'Ukraine (2004) et du Kirghizstan (2005) qui sont des véritables revers pour Moscou qui voit ainsi son influence s'effriter de plus en plus.

Cette avancée des États-Unis affole d'ailleurs d'autres autocrates de la région qui se rapprochent de la Chine et même de Moscou, ils ont d'ailleurs tenu, courant de ce mois d'août, une conférence avec ces deux puissants partenaires et à laquelle l'Iran a participé. L'Europe finit, elle aussi, par se rendre compte qu'il serait temps de grignoter quelques miettes du gâteau. L'histoire de la menace russe contre l'Ukraine pour l'approvisionnement de celle-ci en gaz n'y est pas pour rien dans cette soudaine prise de conscience. Elle aussi veut maintenant participer au jeu. Début les années 1990, la force de la Russie résidait

dans le fait qu'elle contrôlait tous les oléoducs des NEI, mais les dirigeants de ces pays essaient d'éviter cette sujétion et de nouveaux oléoducs sont construits qui ne passent plus par la Russie d'où une perte d'influence politique mais aussi économique de Moscou.

L'exemple du Turkménistan est parlant dans cette lutte. En 2006, les quatre cinquièmes de sa production soit 40 milliards de m³ de gaz ont été vendus à Moscou à un prix dérisoire même s'il a plus que doublé depuis 2003 : 100\$ contre 44\$ par unité de mille m³. Mais au début 2006, le Turkménbachi, Mazov a signé avec la Chine un document qui prévoit la livraison à la Chine de 30 milliards de m³ de gaz naturel par an dès 2009 et durant trente ans. Il sera transporté par un gazoduc de 2000 km et ce contrat explique le relèvement des tarifs par Gazprom qui paie maintenant plus cher son gaz venant d'une source hors de ses frontières. Le nouveau président turkmène Berdymoukhammedov, qui a succédé à Niazov mort entre-temps, a conclu un accord avec Chevron et il ne dit pas non aux demandes européennes qui envisagent un transport transcaucasien. Le contrat peut être juteux puisque le prix envisagé est celui de 250\$, il faudra donc que Gazprom paie plus ! Il est loin le temps où Moscou faisait la pluie et le beau temps dans ces républiques d'Asie Centrale. Poutine en fin diplomate l'a compris, il a signé un

accord en mai 2007 pour la restauration du gazoduc CAC-40 et la construction d'un autre oléoduc pour desservir la Russie et l'Europe par son entremise. Cela, il l'a fait dans l'urgence puisqu'un sommet concurrent était organisé en Pologne pour y lancer des oléoducs concurrents. Poutine a donc pu manifester à nouveau sa puissance en Asie centrale !

Mais le système russe qui se caractérise par sa brutalité, et ce depuis Ivan le Terrible, a suscité l'anxiété des Européens déjà inquiets suite à l'affaire ukrainienne et biélorusse car l'Europe importe le quart de son gaz de Russie. Au mois de mars dernier, la Russie a encore conclu un accord avec la Bulgarie et la Grèce pour la construction d'un oléoduc (BAP) Burgas- Alexandropol, concurrent du BTC américain et ce sera le premier que l'État russe contrôle sur le territoire européen.

Le brut coule désormais dans les 1760 km du BTC et le gaz dans le Bakou-Tbilissi-Erzurum (BTE). L'influence occidentale dans les pays de l'ex-URSS est fonctionnelle et elle produit ses premiers effets politiques. Depuis cette année, la Géorgie respire, elle ne dépend plus exclusivement du gaz russe dont le coût avait passé en deux ans de 50\$ à 230\$. Les volumes fournis par le BTE et par la Turquie à un prix d'ami lui ont permis d'avoir à payer un prix moyen enfin acceptable ! Poutine avait essayé d'imposer à l'Azerbaïdjan une hausse des prix à répercuter à Tbilissi mais Ilhan Aliiev n'a pas marché !

Le pétrole du gisement de Kachagan (Kazakhstan) sera transporté par le Kazakhstan Caspian Transportation System (KCTS), le premier « système » à entrer en action. On estime que le gisement de Kachagan est le plus important découvert dans le monde depuis 30 ans. Il entrera en production fin 2010 et ce sont les grandes compagnies occidentales réunies en consortium qui vont l'exploiter. On pense transporter 1,2 à 1,5 millions de barils par jour en traversant la Caspienne sur une flotte de tankers qui les transporteront jusqu'en Azerbaïdjan où un nouveau terminal pétrolier connectera le système au BTC.

En ce qui concerne l'or gris (le gaz), on envisage d'établir un corridor transcaspéen qui fournirait à l'Europe du gaz kazakh et turkmène. À la Commission européenne on réfléchit à des solutions technologiques alternatives pour transporter un gaz liquéfié du Turkménistan à Bakou par bateau. Un autre olé-

duc stratégique envisagé par Washington a peu de chances d'être réalisé ; il devait partir du Turkménistan pour aboutir en Inde en passant par l'Afghanistan et le Pakistan, mais il est évident qu'actuellement les conditions de sécurité sont loin d'être suffisantes, de plus on estime que les réserves du Turkménistan ne sont pas aussi importantes que celles qui avaient été annoncées. Un projet de gazoduc Iran-Pakistan-Inde séduirait beaucoup plus l'Inde, mais les USA s'y sont violemment opposés et Washington menace de punir toute entreprise qui investirait dans ces pays. L'embargo est total !

L'Iran est le grand perdant de toutes ces tractations, il manque cruellement d'investissements pour développer le secteur pétrolier. Il doit importer 40 % de son essence puisque ses raffineries sont devenues trop anciennes pour approvisionner le pays et dernièrement, on a rationné la consommation d'essence à l'intérieur du pays. L'Iran, toujours par manque d'argent et d'investissements étrangers, n'a pas pu explorer la partie de la Caspienne qui lui est dévolue et sous-exploite son énorme potentiel gazier. Refuser le passage par l'Iran est tout à fait paradoxal comme situation dans la mesure où tous les producteurs d'hydrocarbures rêvent d'une route sud qui aboutirait en Inde, elle serait plus économique et assez facile techniquement à réaliser. Cette situation motive le rapprochement de l'Iran avec l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), car par ce biais Téhéran peut tisser des liens avec l'Asie centrale et surtout la Chine qui peut l'aider dans son bras de fer avec les USA.

La Chine est partie prenante dans l'opération et son rôle est de plus en plus central. Elle a un triple objectif : sa sécurité dans la province turcophone (Ouzgour), du Xinjiang (le Turkestan chinois) peuplée de musulmans qui s'éveillent à un certain « nationalisme », la coopération avec ses voisins afin d'empêcher tout autre grande puissance de s'en mêler et enfin un approvisionnement énergétique indispensable à son développement. Le premier contrat signé par la Chine en Asie centrale date de 1997. Depuis, elle avance ses pions et est arrivée à établir des bases solides dans la région. En 2005, elle a même inauguré un oléoduc reliant Atassou (Kazakhstan) à Alachankou (Xinjiang). Les besoins en hydrocarbures de la Chine augmentent de 10 % par an. Pour s'assurer sa sécurité énergétique, indispensable à son

développement, la Chine s'offre des gisements et des oléoducs qui lui coûtent très cher. Ce qui n'est pas sans incidence sur le prix du marché et, si nous allons payer les hydrocarbures à des prix de plus en plus élevés, c'est dû, entre autres, aux grands besoins de la Chine.

Les Chinois, en investissant en Asie centrale, s'immisce dans les affaires de la région. Elle s'engage dans l'OCS pour défendre les thèmes qui lui sont chers comme la lutte contre le terrorisme dont elle craint l'éveil chez les Ouïghour ou la coopération économique et énergétique que permet une alliance solide. L'organisation pourra former un bloc capable de se solidariser et contrecarrer l'influence des USA qui pourrait menacer les pouvoirs en place, c'est ainsi qu'elle a soutenu Tachkent (Ouzbékistan) dans son exigence que soit fermée la base militaire américaine de Karshi-Khanabad installée dans le cadre de l'opération en Afghanistan.

Cette lutte de pouvoirs baptisée « grand jeu » fait l'affaire des républiques d'Asie centrale et du Caucase. Tant que les loups se battent entre eux, les moutons s'engraissent. Ils y gagnent un peu en indépendance, car il leur est possible de dire non à l'un et se tourner vers un autre. C'est un système où chacun choisit sa dépendance. Le Kazakhstan ouvre son écono-

mie au monde, l'Ouzbékistan la referme. La Géorgie joue la carte américaine, mais le Turkménistan reste très méfiant. C'est naturel quand on regarde les composantes internes des pays en présence. La Géorgie a un passé chrétien et sa population est occidentale sur le plan ethnique. Le Turkménistan a un passé musulman, sa population est composée de tribus turkmènes qui sortent à peine du nomadisme. Si les exigences démocratiques de l'Occident énervent un peu trop les dirigeants des républiques d'Asie centrale, ceux-ci peuvent se tourner vers Moscou ou Pékin qui ne s'embarrassent pas de ce type de problème.

Il faut aussi remarquer que, quand leurs intérêts économiques sont en jeu, les Occidentaux qu'ils soient européens ou américains font quelquefois peu de cas de leurs « grands principes » sur les droits de la personne. Les valeurs « occidentales » ne sont souvent qu'un slogan, une arme idéologique qui peut quelquefois servir, c'est tout ! C'est la corruption et les intérêts bassement économiques qui jouent le grand rôle dans cette empoignade homérique et planétaire. Il faut aussi se rappeler que le pactole du gaz et du pétrole échappe pour l'essentiel aux habitants des pays concernés. En Asie centrale, dans les ex-républiques soviétiques, les pensions pour les gens âgés plafonnent à 10\$ par mois !

Leïla et Majnoun

- Xanthippe -

La littérature persane bouleversa et transforma Goethe, le grand écrivain allemand, c'est lui qui l'affirme ! Le poète Nezami le subjuga avec l'histoire de « Leïla et Majnoun » (1188). Majnoun est l'amant fou de celle que le destin lui a choisie. Il y est lié par une chaîne impossible à briser. Son amour ne tolère pas la possession, il ne permet pas le rapprochement, il exige pour être sublimé de vivre dans la séparation ! Ce n'est pas un amour fait de couleurs, d'étreintes, il est le fait de l'âme, il n'est pas le résultat d'un choix, il s'est imposé. Cette séparation va faire de Majnoun un être écorché qui ne vit que de l'idée de l'amour, celui qui détruit dans son âme toute autre réalité. Tout lui est indifférent et son moi se défait parce que brûlé par une flamme trop ardente. L'embrasement qu'il vit a réduit son cœur à un tas de cendres. Il s'oublie et ne sait plus de qui il est aimé ni qui il aime. Sur un papier où son nom et celui de Leïla sont inscrits, il efface celui de l'aimée car il ne veut pas qu'elle soit impliquée, il veut être le voile qui protège l'aimée.

L'amour de Majnoun ne connaît ni pause ni répit, même la distance, même dans la séparation Majnoun est proche de Leïla, presque plus proche que lorsqu'il peut la voir. Cet amour est un feu incapable de s'éteindre. Ce feu exige la douleur, le déchirement, l'extase de la mort. L'amant fou d'amour réclame la solitude pour se nourrir de sa douleur. L'amour de Majnoun pour Leïla avec cette totale démesure est un élan vers l'inaccessible, il est aussi une métaphore, la seule que nous connaissons de la relation amoureuse impossible et désolée qui pousse l'âme de l'homme vers l'inaccess-



Leïla Majnoun

sible. C'est l'amour du mystique, celui d'el-Hallaj qui se brûle dans sa recherche de l'Infini.

Cette unique passion va pousser Majnoun à quitter la ville et à rejoindre le désert, en habits déchirés ; c'est dans cette aridité totale que son être se reflète. Dans le désert et dans la solitude la plus complète vont naître les vers les plus célèbres du monde persan. C'est là, dans la désolation, qu'il va reconstruire un nouvel Eden. Comme Salomon, il va vivre en paix avec les animaux : « Le lion et le cerf, comme des sentinelles, le protégeaient et chaque animal du désert se hâtait de venir le servir. Quand il désirait dormir, le renard de sa queue balayait le sol, la gazelle courait lui lécher les pieds, l'onagre lui offrait l'appui de son dos et le flanc du daim était son oreiller. » Au travers de l'amour, Majnoun connaît le caractère éphémère de l'existence. Il sort de sa condition d'homme et cesse de boire et manger, il s'élanche hors du monde.

Leïla et Majnoun ne se rencontrent qu'une fois, dans une palmeraie aux frondaisons enchevêtrées. Lorsqu'ils se parlent, le désert de la séparation éternelle se change en jardin. « Je repousse en arrière la tresse sur ton épaule, je baigne de larmes le lin de ta robe, je relève ton visage de rose ». Mais peu après Leïla meurt, Majnoun la pleure, ses larmes font jaillir une source et les pierres se teignent de sang. Majnoun pose sa tête sur le tumulus où Leïla est enterrée et abandonne la terre qui n'avait connu que sa souffrance.

On a comparé l'histoire de Leïla et Majnoun à celles de Tristan et Iseult, de Philémon et Baucis, de Roméo et Juliette, mais c'est dans l'histoire racontée par Nezami qu'on atteint le sommet de l'amour si proche du feu qui dévore tout. Tous les peuples indo-européens portent dans leur tradition ce mythe d'un amour immense qui finit plus au moins tragiquement. En fait, n'est-ce pas le résultat d'une expérience humaine banale : ce que l'on désire, ce que l'on veut est souvent une source de désarroi et souvent on retrouve la paix quand l'amour s'éteint. Faut-il dire, comme le poète, qu'il n'y a pas d'amour heureux !

Source : « La lumière de la nuit »- Pietro Citati - Gallimard

La Bible et les textes sumériens

- Xanthippe -

Quand les Hébreux quittèrent Babylone et purent rentrer à Jérusalem avec la bénédiction de Cyrus, roi des Perses, leurs scribes mirent par écrit ce qui allait devenir la Thora ou le Pentateuque de la Bible chrétienne.

Ils avaient vécu plusieurs dizaines d'années à

Femme à l'écharpe



Tête de Gudea, prince de lagash

Babylone et ils en ramenèrent plusieurs mythes fondateurs des trois grandes religions monothéistes.

Les Sumériens avaient disparu, mais leurs légendes religieuses et leurs rites étaient encore vivants à Babylone et ils inspirèrent profondément les Hébreux. Dans le texte *Enki et Ninhursag*, un paradis sur terre *Dilmum* est décrit. Il est pur, brillant et ne connaît ni la maladie ni la mort. Il y coule une eau douce et abondante et les vergers alternent avec les prairies. Les Babyloniens situent *Dilmum* entre le Tigre et l'Euphrate, il deviendra l'Eden des Hébreux. Enki, le grand dieu sumérien a demandé à Ninhursag, la déesse mère (terre-mère) de faire pousser des plantes et elle en crée huit. Elle a auparavant donné naissance à trois générations de déesse qui accouchent sans douleur ce qui tend à démontrer que l'accouchement dans la douleur ne vint qu'après !!! Enki se meurt mais Ninhursag revient et le guérit en lui



Un bateau chargé pour une cérémonie de sacrifice

demandant de quoi il souffre et chaque fois, elle crée une déesse qui guérit la partie malade. On en arrive à la côte, Ninhursag crée la déesse Ninti, la « Dame de la côte » qui le guérit mais il faut savoir que « ti » en sumérien veut dire « côte » et « faire vivre ». On se trouve devant un jeu de mots incompris des Hébreux.

Les Sumériens, grands farceurs avaient joué sur les mots et ils en vinrent à identifier la « Dame de la côte » à la « Dame qui fait vivre ». C'était un joyeux calembour qui perdit toute sa saveur avec les auteurs de la Bible pour qui le mot *côte* et *vie* n'avaient rien de commun, ils en firent un slogan machiste lié au patriarcat : le symbole d'une infériorité supposée de la femme car voulue par Dieu qui la fabrique à partir d'une côte, partie dérisoire d'Adam. Noé aussi se retrouve dans les textes sumériens. Dans la tablette XI de l'épopée babylonienne de Gilgamesh qui était elle-même d'origine sumérienne, ce fameux déluge est décrit sur un fragment de tablette retrouvé à Nippur. Dans ce texte nous apprenons que Ziusudra, le Noé sumérien, était un homme pieux qui entendit une voix divine lui apprenant que l'assemblée des dieux avait décidé de provoquer un déluge qui détruirait la semence du genre humain, c'était en fait une décision d'Enlil, le roi des dieux, qui trouvait l'humanité trop bruyante. Enki, le dieu protecteur des hommes, conseilla à Ziusudra de construire une arche, un énorme bateau, ce qui lui permit de sauver sa famille et les animaux qu'il avait emmenés. Ensuite, raconte le texte, il y eut un déluge qui balaya la Terre, mais après de longs jours revint la lumière et Ziusudra se prosterna, il immola un bœuf et un mou-

ton et il devint le bien-aimé d'Enkil qui lui accorda l'éternité.

Source : L'Histoire commence à Sumer – Samuel Noah Kramer – Arthaud.

Lion terrassant un taurcau



La steppe eurasienne : mère de toutes les invasions

- Elisabeth Marescot -

Les origines de notre civilisation sont liées à l'Orient ancien, mais l'apport des pays de cet Orient dont Sumer, la vallée de l'Indus, l'Elam, l'Égypte, n'a pas été le seul facteur déterminant. L'Orient ancien était enclavé au Nord et à l'Est par la steppe. La steppe eurasienne liait l'Europe à la Sibérie par la Caspienne et rattachait l'Anatolie à l'Inde. C'est au travers de la steppe que s'entremêlaient les veilles civilisations enfermées. La steppe est la patrie du cheval, des tribus aryennes, turco-mongoles et autres, patrie des nomades, constamment à la recherche de pâturages et toujours prêts aux incursions et aux pillages. La steppe est la route des migrations, des invasions et des caravanes.

Ces populations furent parfois forcées de se mettre en branle, poussées par un ennemi implacable, la désertification lente mais progressive des régions et ce depuis l'époque protohistorique, dès la fin de la dernière glaciation. Les premières vagues de nomades qui brûlent et pillent sur leur passage apparaissent dès le III^e millénaire av. J.-C. Ils déferlent par vague et vers -2500 on peut distinguer les premières migrations des tribus indo-aryennes.

Ce sont les Luwites qui s'installent en Anatolie du Sud, suivis des Hittites, du nom qu'on leur donne ou plutôt les Nésites comme ils se nomment eux-mêmes et qui curieusement ne sont pas des Aryens, mais appartiennent à la branche qu'on appellera plus tard européenne. Vers 1800, arrivent les Kassites qui déferlent du Zagros sur la plaine babylonienne. C'est une caste guerrière d'origine aryenne très métissée qui adore Shuriash (le soleil). À la même époque les Aryens védiques pénètrent dans la vallée de l'Indus et une de leurs branches s'installe dans le Mitanni. Ils y dominent les Hurrites d'origine probablement caucasienne. (*)

Cette migration principalement aryenne qui a eu probablement plusieurs points de départ disséminés sur des grandes surfaces de l'Asie centrale, est chaotique. Elle a duré plus de mille ans. Les nomades passaient par le Caucase ou par les Portes caspiennes et déferlaient en empruntant les vallées iraniennes. Ils arrivaient avec leurs troupeaux, obligés à trouver des pâturages le plus rapidement possible. C'est une civilisation pastorale qui a domestiqué le cheval et va en faire un instrument essentiel de ses pérégrinations. Le cheval tracte les moyens de locomotion divers qui permettent le transport de tout ce qui est nécessaire,

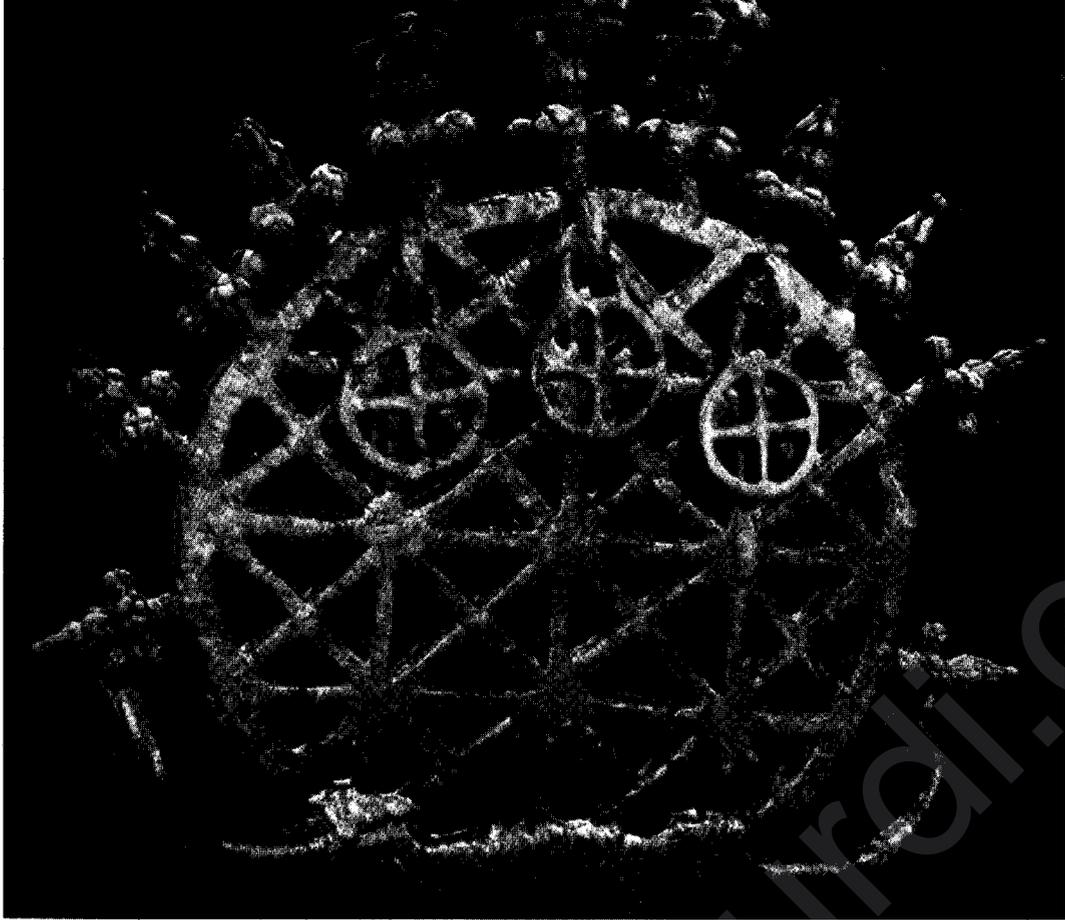
mais le cheval est aussi l'instrument guerrier qui fait du cavalier un ennemi intrépide et surtout imprévisible à cause de sa rapidité. Le cheval fait partie de la steppe, il n'y aurait pas eu d'invasions steppiques sans sa domestication. Ces invasions seront suivies plus tard par celles des Scythes et des Sakas, derniers Aryens à déferler et, plus tard, ce sera le tour des Turco-Mongols : les Huns d'Attila, les Bulgares, les Magyars, les Khazars et bien d'autres.

Ces populations aryennes ne sont pas que guerrières, elles ne le deviennent que poussées par l'urgence pour fuir la sécheresse quand elle dure plus d'une saison. Dans les espaces de temps de paix, elles profitent de leurs déplacements incessants pour établir des routes caravanières dont une d'entre elles, allant du Don aux mines du Sud de l'Altaï, a été étudiée dès la première partie du XX^e siècle. On la surnommera : « route de l'or et des fourrures ». Il y eut aussi dès l'Antiquité un commerce intense de l'ambre baltique jusqu'en Chine contre le jade chinois très apprécié par les populations nomades.

Ces envahisseurs aryens ont su dans leurs immenses steppes se créer une civilisation et surtout une religion qui va fortement influencer les civilisations des voisins sédentaires.

La steppe abrite la religion sans doute la plus ancienne de l'humanité : celle du feu et de l'astre solaire auxquels sont alliés les animaux qui leur sont consacrés comme le renne et le cheval. Ils pratiquent des rites où l'extase joue un rôle important et que l'on retrouve dans tous les cultes chamanistes. Le culte du feu et du soleil est universel, on le retrouve chez les Sumériens, les Akkadiens, les Égyptiens mais chez les peuples sédentaires il se cache ou se travestit dans des images. Dans la steppe, il revêt un caractère plus abstrait, c'est un réel monisme religieux qui tranche sur le polythéisme des sédentaires. Il sera à la base du monothéisme par le biais de la religion zoroastrienne.

Le culte du feu dérivé du culte du soleil est aniconique. Il ne nécessite ni temple ni image, même s'il est parfois associé au culte d'un animal censé le représenter (le renne - le cerf - le cheval) ; celui-ci est sacrifié pour renouer avec la divinité et sa force fécondatrice. Encore aujourd'hui on peut visiter le temple zoroastrien de Yazd en Iran où le feu éternel



Disque solaire Pré-Hittite



Porte-mors en Bronze



Statuette de Taureau pré-Hittite

est au centre du lieu de culte, dans toute sa simplicité, sans ajouts inutiles, sans intermédiaire entre l'infini qu'il représente et l'homme.

Un témoignage ancien de l'association entre le culte du soleil et du cheval est le Svastika qui apparaît en Elam et en Inde dès la fin du IV^e millénaire. C'est le mouvement du soleil associé à celui d'une roue. Chez les Scythes, le concept est clairement exprimé, on y trouve l'image de quatre chevaux, attelage du char solaire dont les têtes tournées vers les quatre points cardinaux créent l'impression du mouvement rotatif.

On a retrouvé des vestiges du culte du feu dans plusieurs sites néolithiques à l'Est de la mer Caspienne. Celui de Djanbas-kala a été étudié, c'était un foyer central dans une grande hutte collective dont le toit pyramidal était soutenu par des poutres. Le foyer central avait 1,2 m de diamètre, ses cendres étaient blanches et pures, sans trace de reliefs d'animaux, au-dessus se trouvait une couche de sable qui suite à la combustion avait pris une couleur rouge éclatante. Ce culte du feu qui a été intense en Iran, existe encore chez les Parsi aux Indes et, même chez les Tadjiks modernes (dernier peuple iranien d'Asie centrale), il existe des lieux de réunion surnommés « maisons de feu ». On a aussi retrouvé chez les Hittites (Nésites) qui n'étaient pas aryens même s'ils étaient indo-européens le culte du dieu Agni et celui de la déesse-soleil d'Arinna quant au roi hittite, il s'identifiait au soleil.

Chez les Parthes et les Scythes orientaux, on adorait Mithra, dieu-soleil apparenté au feu. Selon Strabon, les Massagètes (Indo-Scythes) croyaient à l'existence d'un dieu unique : le soleil auquel ils sacrifiaient des chevaux. Les Hiong-nou (appelés ainsi par les Chinois) ou Tokhariens qui utilisaient un idiome indo-européen du même groupe que les Hittites, faisaient figurer sur leurs monnaies un autel de feu. Ce culte va traverser les millénaires. Lors d'un passage chez les Kurdes

entre 1890 et 1894, un voyageur, E.Chantre a rencontré et relevé dans le vilayet de Bitlis et le district de Khianly où réside la tribu Khian comptant 1550 tentes et 2700 sédentaires une chose curieuse qu'il rapporte : « Au milieu de ces tentes ou maisons se trouve le foyer qui est une 'chose sacrée'. Les Khians n'ont ni mosquées ni temples mais un respect absolu du feu ». Chez les Ossètes, descendants des Alains (Massagètes) le culte du soleil et du cheval dominait, la notion de sacré s'exprime par le terme « *Sugdoeg* » qui vient du scythique « *Sugda* » et de l'iranien *Suk* qui veut dire « purifié par le feu ».

C'est certainement chez les Aryens, conquérants des Indes, que le culte du feu et du cheval a connu le plus grand épanouissement. Le feu comme le père est maître du logis. Les offrandes aux ancêtres sont versées au feu. Pour le cheval, c'est pareil, et seul un monarque indien, du temps de sa splendeur, pouvait espérer le sacrifice solennel du cheval, symbole du soleil, selon des rites grandioses lors de ses funérailles. L'animal baigné et oint par les femmes du monarque était étranglé comme chez les Scythes et la reine mimait une cohabitation avec le cheval mort, c'était le symbole du soleil mourant et de la Terre-Mère (la reine) : mariage du ciel et de la terre. Les pâtres aryens devinrent des agriculteurs et le terme Gopa (berger) finit par représenter le titre d'un fonctionnaire. La religion indienne va continuer de graviter autour des cultes solaires : Mithra, Suya et Agni. L'atharvan, terme commun aux Iraniens et aux Indiens, reste le prêtre du feu et le sorcier.

Lié au culte du feu, on retrouve dans la steppe un culte secondaire : c'est le culte du forgeron et du métallurgiste. Très répandu dans les tribus aryennes, le métier de forgeron était lié au sacré. On pense que le port de la torque, qu'on retrouve chez tous les peuples indo-européens et qui fut en Europe la marque des peuples celtes, est un témoignage de l'art très ancien des peuples de la steppe en ce qui concerne le travail des métaux.

Les forgerons archaïques ont forgé les armes de cuivre puis de bronze qui ont permis aux peuples de la steppe de battre les armées des pays sédentaires. On a expliqué la victoire des Hyksos sur les Égyptiens par la qualité de leurs armes en bronze et on sait que ce sont les Hittites qui ont été les premiers à utiliser le fer.

À notre époque, chez les peuples sibériens comme les Yakoutes, le forgeron est mis au même rang que le chaman. Cet honneur peut devenir exécution puisque chez les Masai et chez les Peuhls d'Afrique, on se méfie du forgeron qui est même tenu à l'écart car c'est lui qui par sa charrue blesse la terre-mère et peut, à l'instar des sorciers, jeter la malédiction sur les hommes. Mais cela c'est une autre histoire !

(*) Cette dernière population fait partie du substrat de la population kurde actuelle.

La sagesse oubliée des grandes sœurs

- Didier Leroy -

Le débat de société qui se déroule actuellement en Belgique et en France à propos du port du voile islamique gagnerait à changer de trajectoire. En effet, les passions prennent progressivement le pas sur la raison, et les points de vue autrefois nuancés sur la question ne cessent de grossir, aujourd'hui, deux rangs radicalement adversaires. Cette tendance s'observe dans la plupart des émissions télévisées, opposant inlassablement les porte-drapeau d'associations du type «Ni putes, ni soumises», aux «voilées nouveau style» Alma et Lila Lévy prônant la haute-couture saoudienne ; elle se remarque également dans les vitrines des librairies, où se déroule une véritable surenchère de titres partisans. Le paysage intellectuel en la matière devient dangereusement dichotomique, et le «clash» civilisationnel de Samuel Huntington, bien qu'idéologiquement très critiqué dans les hautes sphères, est plus que jamais un bon filon commercial auprès des masses.

L'effet le plus pervers de cette polarisation sociétale est d'appauvrir sensiblement les argumentations, et de produire de plus en plus d'opinions noires ou blanches, sur un sujet pourtant «arc-en-ciel». Si parcourir la littérature s'y référant pousse, en effet, à constater qu'aucune approche ne permet de se prononcer de manière exhaustive sur la problématique du voile, il semble, en revanche, qu'une «appréhension civilisationnelle» ambiante soit occupée à éroder cette évidence. Chaque «camp» se retranche ainsi de plus en plus derrière les penseurs défendant sa vision des choses, et se radicalise en évoluant à l'intérieur de son microcosme philosophiquement étanche. Nos régions «laïques» ont-elles oublié que leurs «femmes en cheveux» étaient considérées comme des femmes aux mœurs douteuses jusqu'au début du siècle passé ? Les femmes musulmanes de Belgique ont-elles oublié que la plupart d'entre elles ne se souciaient tout simplement pas du dilemme du voile il y a encore de cela quelques années ?

Cet article n'a pas pour objectif de retracer l'histoire du voile islamique, de décortiquer le texte coranique par rapport à celui-ci, d'expliquer anthropologiquement une frustration sexuelle immémoriale, ou de légitimer tel ou tel comportement vestimentaire en invoquant des inégalités sociales. Plus pragmatiquement, il a pour but de laisser entrevoir ce que la civilisation islamique est en mesure d'apporter au débat.

Il s'adresse ainsi tant aux «laïques» convaincus, dont les représentants semblent parfois persuadés de mener un combat contre une pâle copie du catholicisme, qu'aux populations musulmanes de Belgique, dont la composante féminine s'acharne à trouver une ligne de conduite qui la mette à la fois à l'abri des reproches de son entourage familial, communautaire, scolaire, et/ou professionnel.



Comment parvenir à vivre en harmonie avec la société moderne, tout en ne s'éloignant pas de ses racines culturelles et religieuses... ? Pourquoi ne pas tout simplement poser cette question aux femmes, issues du monde islamique, qui ont déjà dû y apporter une réponse afin de pouvoir s'épanouir dans leur vie ? Des femmes

qui se sont senties écartelées entre différentes cultures ou perspectives de vie. Des femmes qui ont dû choisir de porter le «hijab» ou non, qui ont un vécu et un recul par rapport à cette décision.

Certaines d'entre elles nous ont transmis leurs raisonnements à travers une littérature certes inégale, mais extrêmement riche. Leurs textes, provenant des quatre coins du monde, sont malheureusement méconnus du lectorat belge. Pourtant, leurs enseignements constituent incontestablement le meilleur point de départ d'une nouvelle approche du problème. Une approche, non utopiste, encore moins fataliste, qui s'attache notamment à redessiner la configuration des liens entre les acteurs et les observateurs du présent débat.

Que les détracteurs du voile voient en ces auteurs des intellectuelles chevronnées, pas les messagères d'imams auto-proclamés. La plupart de ces femmes, qui revendiquent leur «islamité», n'hésitent pas à dénoncer le laxisme dont la laïcité fait parfois preuve à l'égard de ce voile qui permet l'intrusion dogmatique du religieux dans le politique. Elles incarnent, à elles seules, l'hétérogénéité d'une civilisation, dont la connaissance approfondie aiderait les «laïques» à élaborer une démocratie plus proche de sa réalité sociologique.

Que les partisan(e)s du voile voient en ces femmes leurs sœurs en religion ou en culture, pas des féministes instrumentalisées par un Occident islamophobe.

be. Ces femmes ont un bagage propre et des opinions très diverses, et elles ont eu le courage de s'exprimer. Les lire ne peut qu'enrichir le contenu d'un dialogue biaisé par les préjugés et les crispations de ses intervenants principaux. Leur témoignage permet de réaliser la pluralité des comportements adoptables, et contribue ainsi à lutter contre le mimétisme communautaire qui mine la jeunesse musulmane belge d'aujourd'hui, et qui mènera inévitablement celle-ci dans une impasse sociale demain.

En guise d'introduction à la sagesse de ces femmes, nous citerons la journaliste française d'origine marocaine Leïla Djitli, qui a adressé un texte à sa fille Nawel. Tout au long de son ouvrage, elle lui relate ses origines, et surtout les épreuves par lesquelles sont passées les femmes de sa famille avant elle. Elle lui explique, avec les mots d'une mère, pourquoi la liberté et l'identité dont elle se réclame ne passent pas par ce voile qu'elle a subitement décidé de porter.

«Les femmes qui nous précèdent, te précèdent, Nawel, ont abandonné le voile. T'es-tu demandé pourquoi ? Penses-tu qu'elles l'ont jeté par-dessus bord, ou découpé, sans savoir ce qu'elles faisaient ? Les prendrais-tu pour des idiots ? Ne crois-tu pas qu'elles étaient, au contraire, parfaitement conscientes de ce qu'elles faisaient ?»¹



Ses questions illustrent très simplement le caractère générationnel, et non pas religieux ou communautaire du phénomène de recrudescence du voile dans nos régions. Malgré une Histoire complexe et riche d'enseignements, certaines leçons du passé sont bel et bien absentes du débat contemporain. Ce regrettable constat nous pousse à faire

preuve d'initiative, et à adopter une attitude pragmatique. S'il est trop tard pour se souvenir des femmes musulmanes d'hier, alors tournons-nous vers les femmes musulmanes d'aujourd'hui, et écoutons-les.

Chahdortt Djavann : la sœur rebelle

Chahdortt Djavann a grandi à Téhéran, entourée de quatre frères et sœurs aînés. Au lendemain de la révolution islamique de 1979, l'ayatollah Khomeini imposa le port du voile en Iran; Chahdortt Djavann le porta pendant 10 ans, et sait donc ce que signifie ne pas avoir le choix. Emigrée en France en 1993, elle y a poursuivi des études universitaires en anthropologie, qu'elle a orientées vers les problèmes d'endoctrinement religieux, et de statut de la femme en Islam. Dix ans après, elle a décidé de s'élever de manière virulente contre le voile au travers de son livre *«Bas les voiles !»*.



Pour elle, l'emploi du mot «foulard», qui vise à ranger le hijab dans les tiroirs rassurants des armoires à vête-

ments, procède d'une lâcheté sémantique, qui en dit long sur l'état délabré de la pensée critique actuelle. Selon elle, le voile islamique a une fonction sociétale bien précise : voiler les filles revient à en faire des objets sexuels, ou plus concrètement à les placer sur le marché du mariage. Elle s'est toujours aussi étonnée de constater que les femmes voilées attirent, assez paradoxalement, davantage le regard des hommes musulmans...mais après tout, les regards sont universellement attisés par ce qu'on leur dérober. Elle rappelle aussi notamment que le viol et la prostitution -notamment pédophiles- font des ravages dans les pays musulmans, ce malgré le voile souvent invoqué comme remède à ces crimes. Bref, elle voit le voile tout d'abord comme un archaïsme qui tente de faire peau neuve en se faisant passer pour ce qu'il n'est pas, ensuite comme un phénomène de mode, qui permet à celles que personne ne remarquait d'attirer le regard, enfin comme un refuge dissimulant l'exclusion sociale de femmes passant après les hommes...et après les femmes non musulmanes.

«Ce n'est pas au nom de la laïcité qu'il faut interdire le port du voile aux mineures, à l'école ou ailleurs, c'est au nom des droits de l'homme, et au nom de la protection des mineures.»²

Parallèlement, Chahdortt Djavann dénonce certains intellectuels musulmans qui sont parvenus, selon elle, à donner à de jeunes musulmanes le désir d'inverser le sens des signes : «Le voile parce que je le vaux bien». Elle s'insurge donc contre l'assurance déplacée des «voilées nouveau style», qui revendiquent «le voile est ma culture, ma liberté», et d'autres rengaines apparues suite à la décolonisation. Ces adolescentes prétendant être libérées au niveau de leur identité par le voile, en parlent comme s'il s'agissait d'un nouveau symbole du 21ème siècle. Chahdortt Djavann répond qu'un séjour en Afghanistan leur ferait peut-être du bien.

«Les femmes ne doivent plus accepter que la culture soit l'alibi de la religion, et la religion l'alibi de la discrimination sexiste.»³

Asma Lamrabet : la sœur diplomate

Asma Lamrabet est diplômée en médecine de l'Université Mohammed V de Rabat. Née en France, elle a reçu une éducation relativement libérale. Anciennement ralliée à la cause du féminisme occidental pur et dur, elle revendique, aujourd'hui, un retour aux sources islamiques, et porte le voile. Egalement engagée dans la réflexion sur le statut de la femme en Islam, son parcours se situe à l'opposé de celui de Chahdortt Djavann. Auteur de *«Musulmane tout simplement»*, elle y affirme

vouloir vivre sa foi pleinement, sans pour autant renoncer à sa condition de femme libre.



Selon Asma Lamrabet, la régression globale du statut de la femme musulmane provient d'une jurisprudence islamique misogyne et sclé-

(1) DJITLI, L., *«Lettre à ma fille qui veut porter le voile»*, Paris, 2004, Ed. La Martinière.

(2) DJAVANN, CH., *«Bas les Voiles!»*, Paris, 2003, Ed. La Gallimard.

(3) Ibid., p. 39.

rosée dans le temps. Elle opère une hiérarchisation des sources islamiques, faisant primer le Coran et la Sunna sur cette législation qui va à leur rencontre. Le véritable problème, selon elle, est donc l'importance accordée par les musulmans aux avis émanant des différentes écoles juridiques. L'infériorité de la femme est un phénomène profondément culturel, véhiculé par une civilisation arabo-musulmane, toujours selon elle, teintée d'obscurantisme. Asma Lamrabet prône ainsi un Islam réformiste, et s'oppose farouchement aux dérives autoritaires de la société patriarcale.

A la lumière de sa lecture propre du texte coranique, elle décide de considérer que le port du voile constitue bel et bien une prescription divine. Elle déplore, en outre, le manque d'éducation religieuse de la plupart des femmes musulmanes, qui ne ressentent, du coup, plus le besoin de respecter un principe religieux qui les dépasse. Pour elle, interdire le voile à l'école en France est une preuve d'intolérance dans le pays des libertés et des droits de l'homme. Elle refuse cependant de tomber dans une grille de lecture dichotomique et totalitaire, interdisant ou rendant obligatoire le port du voile de manière définitive. Elle expose la situation ambiguë de la femme arabo-musulmane, chez qui les traditions sont bien ancrées, mais qui est aussi séduite par le cadre référentiel occidental. Elle en délimite les deux extrêmes, qu'elle ne cautionne aucunement.

«Le véritable enjeu est de faire la part des choses dans les deux cas, pour qu'émerge un respect mutuel qui soit à la base de tout dialogue.»⁴



La recherche islamologique d'Asma Lamrabet, bien que non exhaustive, constitue une initiative personnelle qui devrait en inspirer plus d'une. Si elle est régulièrement taxée -à tort ou à raison- d'ancienne «super-occidentalisée» en crise identitaire, ses investigations lui ont néanmoins fait découvrir les textes fondateurs de sa culture religieuse. Et même si elle adopte finalement une position étonnante par rapport au port du voile, retenons qu'elle en a retiré le goût du dialogue.

Irshad Manji : la sœur audacieuse

Irshad Manji est née en Ouganda, dans une famille musulmane originaire d'Inde, mais a vécu au Canada à partir de 1972, où elle a fréquenté l'école coranique de 9 à 14 ans. Déçue par les réponses toutes faites qu'elle y recevait, elle a tenu à découvrir par elle-même les vertus



de sa religion. Après avoir travaillé un temps en politique, Irshad Manji est devenue une figure internationale très médiatisée ; elle est aujourd'hui très active dans le monde associatif, elle écrit, et anime une émission télévisée sur les homosexuels (« *Queer Television* ») ! ⁵

Dans son livre « *Musulmane mais libre* », Irshad Manji dénonce l'imposture qui consiste à présenter de l'islam une version romantique dénuée de tout esprit autocritique. Elle préconise un retour à l'ijtihad⁶, interdit au 10^{ème} siècle dans le but d'enrayer la division croissante que la communauté musulmane subissait à l'époque. Le problème de l'islam, selon elle, est qu'il induit une suprématie de la langue et de la culture arabes au détriment des autres langues et cultures du monde musulman. Ce repli de la civilisation islamique sur son passé est apparu après la fin de l'ijtihad et au lendemain de la défaite du monde arabe face aux Turcs, aux Mongols et aux Croisés. La valorisation des origines et du moment fondateur de l'islam s'est opérée à travers la doctrine d'Ibn Taymiyya, revivifiée au 18^{ème} siècle par les wahhabites, et largement répandue aujourd'hui par l'Arabie Saoudite au moyen de ses pétrodollars. Irshad Manji ne porte ainsi pas le voile, mais pour une raison rarement invoquée : il symbolise pour elle plus une capitulation culturelle qu'une soumission spirituelle. Elle le cite d'ailleurs en exemple comme signe de l'impérialisme culturel arabe, dans la mesure où il n'était initialement exigé que pour les femmes du Prophète.

« Savoir comment le Coran peut être interprété – et comment il ne peut plus l'être – est devenu l'affaire de tout le monde. »⁷



Irshad Manji, elle, a la possibilité et le courage de s'afficher en tant que musulmane lesbienne. Sa lecture très personnelle du texte coranique l'amène à concilier son appartenance à l'islam et son homosexualité, en invoquant le verset qui affirme qu'Allah rend excellent tout ce qu'il crée. Cette vision des choses est très audacieuse, même utopique, mais elle a le mérite de très certainement rassurer beaucoup de jeunes filles honteuses d'aspirer à un mode de vie et que leur entourage direct condamne au plus haut point. Irshad Manji s'affirme toujours musulmane, car elle est convaincue qu'une réforme de l'islam est possible, grâce à certaines valeurs telles que la liberté individuelle et le pluralisme.

La suite de cette article sera publier dans le prochain journal bimestriel.

(4) LAMRABET, A., «*Musulmane tout simplement*», Paris, 2002, Ed. Tawhid, p. 171.

(5) A visiter : le site officiel d'Irshad Manji, <http://www.muslim-refusenik.com>.

(6) Processus par lequel le « mujtahid », et par extension tout un chacun, tire des normes pratiques au départ des sources, permettant ainsi le débat religieux.

(7) MANJI, I., « *Musulmane mais libre* », Paris, 2004, Ed. Grasset, p.294.

Calendrier des Activités

Cours de Langues

Cours de Français Langue Etrangère

A partir du 24 septembre 2007

Lundi - Mercredi - Jeudi de 9h à 12h

Le cours de français langue étrangère est destiné à des personnes de niveau débutant. L'inscription a débuté le 20 août 2007.

Pour plus de renseignements, n'hésitez pas à contacter l'Institut Kurde de Bruxelles.

Cours de langue kurde

Début octobre

L'Institut Kurde de Bruxelles propose un cours de Kurmancî destiné à tous. Les cours se définiront en fonction de la demande du public.

Pour plus de renseignements, n'hésitez pas à contacter l'Institut Kurde de Bruxelles.

Work-Up : projet Bruxellois pour faciliter l'accès à l'emploi

Mercredi 17 octobre 2007 à 15h00

Espace Matongé, Chaussée de Wavre 78 - 1050 Bruxelles

Pour le projet de Work-Up Bruxelles, un groupe d'associations de nature et d'origine diverses se sont réunies parce qu'elles se sentent concernées et interpellées par les difficultés que rencontrent les personnes d'origine étrangère pour avoir accès à l'emploi. Ils ont conjugué leurs efforts afin de faire face à cette problématique et pour concrétiser l'accompagnement dans la recherche de l'emploi grâce au projet 'WORK-UP' Bruxelles.

Nous avons le plaisir de vous inviter au lancement de ce projet auquel nous voulons également donner un caractère festif.

Renseignements :

INSTITUT KURDE DE BRUXELLES

16, Rue Bonneels 1210 Bruxelles

Tel. : 32 (0)2 230 89 30 – Fax : 32(0)2 231 00 97 – Courrier des Lecteurs : kib@skynet.be